

Berne, le 24 juillet 1954.

Aux membres des l'A.I.E.S.T.!

Chers collègues,

Nous voudrions porter à la connaissance de tous les membres qui furent empêchés d'être des nôtres à cette occasion, que le 5e Congrès, qui s'est déroulé du 19 au 25 juin 1954 à Palerme et à Taormine, a connu un grand succès. Que les collègues qui ont contribué à l'excellent résultat de cette manifestation trouvent ici encore l'expression de notre vive gratitude.

En annexe, vous trouverez:

1. La résolution adoptée à la séance de clôture du Congrès le 25.6.54 à Taormine. Nous faisons appel à vous pour contribuer à la réalisation des vœux et recommandations exprimés dans ce document.
2. La liste de nouveaux membres nommés par l'assemblée générale de l'A.I.E.S.T. le 23.6.54 à Palerme. Nous leur souhaitons la bienvenue au sein de notre organisme et nous saluons notamment le nouveau membre du Comité, notre collègue G. Hedin. Avec nos regrets pour le départ de notre collègue Ramaker du Comité, nous voudrions lui exprimer nos remerciements pour les services rendus.
3. Le projet des nouveaux statuts de l'A.I.E.S.T. tient compte des décisions adoptées par l'assemblée générale de l'A.I.E.S.T. le 23.6.54. Celles-ci tendent, en premier lieu, à instituer une nouvelle catégorie de membres-professeurs, susceptible d'assurer une place au tourisme, mieux que par le passé, dans l'enseignement supérieur et universitaire. La deuxième innovation est d'ordre financier. En vue des prestations que l'A.I.E.S.T. offre à ses membres, notamment à l'occasion des congrès, il s'est avéré indispensable d'introduire une modeste cotisation annuelle. Celle-ci inclut l'abonnement à la Revue de Tourisme, organe de notre Association. Par ailleurs, certaines autres prescriptions statutaires, de moindre importance, ont du être révisées vu le développement réjouissant qu'a pris notre Association. Conformément aux décisions de l'assemblée générale nous vous prions de nous faire part de vos observations jusqu'au 10 septembre 1954. Votre silence sera interprété comme un accord au projet qui vous est soumis.

Il est très probable que notre 6e Congrès aura lieu à Munich (République fédérale allemande) dans les jours qui suivront la Pentecôte 1955. Vous voudrez bien, d'ores et déjà, en prendre note.

Nous vous prions de croire, chers collègues, à l'assurance de nos sentiments bien cordiaux.

ASSOCIATION INTERNATIONALE D'EXPERTS  
SCIENTIFIQUES DU TOURISME

Le président:

Le secrétaire général:

(Prof. Dr W. Hunziker)

(Prof. Dr K. Krapf)

3 annexes mentionnées, en plus 1 exemplaire des anciens statuts et le procès-verbal de l'assemblée générale du 23.6.1954.

Cinquième Congrès de l'Association Internatio-  
nale d'Experts Scientifiques du Tourisme du  
19 au 25 juin 1954 à Palerme et Taormina

---

R E S O L U T I O N

=====

(adoptée le 25 juin 1954 à Taormina)

1° Le Cinquième Congrès de l'A.I.E.S.T. a eu lieu, sous la présidence du Prof. Dr W. Hunziker, Berne, du 19 au 25 juin 1954 à Palerme. Il était consacré à "l'enseignement du tourisme". La direction des débats sur ce sujet fut confiée au Prof. Dr A. Mariotti, Rome, dont l'étude sur l'enseignement du tourisme constitua l'une des bases principales des travaux du Congrès.

2° Le Congrès remercie très vivement tous ceux qui ont contribué à sa préparation et à son organisation. Il exprime, en particulier, sa profonde gratitude à l'Assessorato per il Turismo e lo Spettacolo della Regione Siciliana, à l'Ente Provinciale per il Turismo di Palermo, à l'Ente Provinciale per il Turismo di Messina ainsi qu'à l'Ente Provinciale per il Turismo di Cattania pour l'accueil si hospitalier que ces organismes ont bien voulu réserver aux congressistes.

3° Après avoir entendu et discuté les rapports du Prof. Dr K. Krapf, Berne, sur "La notion du tourisme" et du Prof. Dr W. Hunziker, Berne, sur "La doctrine du tourisme", le Congrès formule les conclusions suivantes:

- a) L'enseignement systématique du tourisme, reposant sur une base solide, présuppose une doctrine du tourisme logiquement conçue. Celle-ci demande, à son tour, une définition précise du fait touristique.
- b) La doctrine du tourisme exposée par le Prof. Hunziker est susceptible de répondre aux conditions requises; cette doctrine peut être utilisée pour l'enseignement du tourisme à l'échelon moyen et supérieur.
- c) Le Congrès reconnaît que la définition établie par les Prof. Hunziker et Krapf ("Le tourisme est l'ensemble des rapports et des phénomènes résultant du voyage et du séjour de non-résidents en tant que ce séjour ne crée pas un établissement durable et ne découle pas d'une activité lucrative") peut être un instrument utile pour l'enseignement du tourisme. Le Congrès recommande en même temps de continuer les efforts tendant à établir une définition du tourisme tenant compte de tous les éléments constitutifs de celui-ci.

4° Le rapport du Prof. Dr C. Caligiuri, Rome, sur "L'enseignement du tourisme au niveau moyen" amène le Congrès aux conclusions suivantes:

- a) Un enseignement spécialisé du tourisme au niveau moyen s'impose. Cet enseignement devra englober la formation du personnel hôtelier ainsi que celui de toutes les autres branches de l'industrie touristique.

- b) Le Congrès reconnaît que pour l'enseignement au niveau moyen du personnel des entreprises touristiques autres que les hôtels, la solution adoptée en Italie au travers des établissements scolaires créés à Rome et à Palerme (Istituto professionale di Stato per il Turismo) est aujourd'hui la meilleure possible. Le Congrès en félicite les autorités italiennes et les autres milieux compétents et exprime le voeu que les Instituts de Rome et de Palerme puissent progresser avec succès sur la voie sur laquelle ils se sont engagés.
- c) Le Congrès recommande aux participants de s'employer, dans leurs pays respectifs, à la réalisation appropriée de l'enseignement touristique au niveau moyen.
- d) Le Congrès considère comme indispensable, en vue de promouvoir l'enseignement touristique au degré moyen, de procéder à un échange régulier d'idées et d'expériences. Il estime que dans ce domaine l'A.I.E.S.T. est qualifiée à rendre d'appréciables services comme agent de liaison. Le Congrès charge son Comité de rechercher les moyens les plus efficaces et de prendre les mesures appropriées pour assurer cette coordination.
- e) Le Congrès salue, par ailleurs, toutes les initiatives susceptibles de propager et d'approfondir utilement les connaissances sur le tourisme, tant du corps enseignant que des élèves, au niveau des écoles élémentaires.

5° Après avoir entendu et discuté le rapport du Prof. Dr A. Piatier, Paris, sur "L'enseignement universitaire du tourisme" le Congrès décide:

- a) De revendiquer l'inclusion du tourisme dans l'enseignement universitaire.
- b) De demander, en premier lieu, qu'il soit tenu compte du tourisme sous une forme générale, par l'introduction de cours et de conférences consacrés au tourisme ainsi que par la création de chaires pour cette nouvelle discipline.
- c) D'atteindre un enseignement touristique spécialisé également au niveau universitaire, à l'instar des solutions qui existent à l'Ecole suisse des hautes études économiques et administratives de Saint-Gall, aux Universités de Berne, Munich et Francfort.
- d) De recommander aux congressistes de travailler, dans leurs pays respectifs, à la réalisation d'une telle formation touristique au niveau universitaire.

6° Le Congrès décide de se réunir, au cours de l'année 1955, dans la république fédérale allemande et de traiter le sujet "Tourisme et transports".

Nouveaux membres de l'A.I.E.S.T., élus par  
=====

l'Assemblée générale du 23 juin 1954, à Palerme  
=====

I. Nouveau membre du Comité

Göran Hedin, Directeur de l'Office national du tourisme suédois,  
Klara V. Kyrkogata 3A, Stockholm.

II. Nouveaux membres de l'A.I.E.S.T.

1. Professeurs

a) Professeurs d'université

Prof. Gilbert Ponsonby, The London School of Economics and  
Political Science (University of London), Houghton Street,  
Aldwych, London W.C.2.

Prof. Dott. Guglielmo Tagliacarne, Segretario generale dell'  
Unione italiana delle Camere di Commercio, Via S. Maria in  
Via, n. 39, Roma.

b) Autres professeurs

Dr. Georg Walterspiel, Hotel Vier Jahreszeiten, Maximilians-  
strasse 4, München.

2. Membres ordinaires

Dr Max Gafner, conseiller d'Etat, président de la Fédération  
suisse du tourisme, Kirchgasse 2, Berne.

Göran Hedin, Directeur de l'Office national du tourisme suédois,  
Klara V. Kyrkogata 3A, Stockholm.

Dott. Mario Petronio, Ispettore Superiore del Ministero della  
Pubblica Istruzione, Roma.

3. Membres extraordinaires

Dott. Emilio La Fisca, Direttore dell'Ente Provinciale di  
Palermo, Via Agrigento, n. 5, Palermo.

Prof. Dott. Andrea Lanzara, Capo Servizio dell'Assessorato per  
il Turismo e lo Spettacolo della Regione Siciliana, Palermo.

Dott. Mario Maggi, Amministratore Delegato della Società italiana  
di turismo e trasporti "American Orient Lloyd", Via Bissolati,  
n. 22, Roma.

Dott. Mario Mecenate, Capo Servizio dell'ENIT, Via Marghera, n. 6,  
Roma.

Prof. Dott. Tommaso Mirabella, Avvocato, Via Libertà, n. 62,  
Palermo.

Dott. Nello Nobiloni, membro del Consiglio di Amministrazione  
dell'E.P.T. di Roma e presidente dell'Azienda Autonoma di  
Turismo e Soggiorno di Frascati, Frascati.

Dott. Giuseppe Orlandi, Capo Servizio dell'Assessorato per il  
Turismo e lo Spettacolo della Regione Siciliana, Palermo.

4. Membres honoraires

On. Giuseppe D'Angelo, Assessore per il Turismo e lo Spettacolo  
della Regione Siciliana, Palermo.

Ing. Prof. Mario Pantaleo, Direttore generale dell'Istruzione  
Tecnica, Ministero della Pubblica Istruzione, Roma.

ASSOCIATION INTERNATIONALE D'EXPERTS SCIENTIFIQUES DU TOURISME  
=====

S T A T U T S  
=====

I. N o m , s i è g e e t b u t

Article premier

Sous le nom d'"Association internationale d'experts scientifiques du tourisme" ("Internationale Vereinigung wissenschaftlicher Fremdenverkehrsexperten", "Associazione internazionale degli esperti scientifici del turismo", "Asociación internacional de expertos científicos del turismo", "International Association of Scientific Experts in Tourism") se groupent des personnes exerçant ou favorisant particulièrement une activité scientifique dans le domaine du tourisme.

Art. 2

L'association a son siège au domicile de son secrétariat général.

Art. 3

L'association a le caractère d'une société scientifique; elle a principalement pour but:

- 1° d'entretenir des rapports confraternels et amicaux entre ses membres;
- 2° de favoriser l'activité scientifique de ses membres, notamment en:
  - a) suscitant les contacts personnels;
  - b) procurant de la documentation;
  - c) facilitant un échange d'opinions et d'expériences;
- 3° de promouvoir l'activité d'instituts touristiques à caractère scientifique ou d'autres centres de recherche et d'instruction spécialisés dans le tourisme et développer les rapports entre eux ou entre eux et les membres de l'association;
- 4° d'organiser des congrès ou d'autres conférences et cours touristiques de caractère scientifique et d'y collaborer.

L'association s'abstiendra de faire des travaux entrepris, de manière satisfaisante, par des institutions déjà existantes.

II. M e m b r e s

Art. 4

L'association comprend des membres des catégories suivantes:

1° Professeurs:

Catégorie a: Professeurs d'université.

Est considéré et peut être admis comme professeur d'université quiconque enseigne dans une haute école et est autorisé par elle à porter le titre de professeur.

Catégorie b: Autres professeurs.

Est considéré et peut être admis comme professeur de cette catégorie quiconque enseigne dans une haute école, mais sans droit au titre de professeur d'université, ou est directeur ou maître d'une école touristique ou de la section touristique d'une école spécialisée du degré moyen et a droit au titre de professeur.

2° Membres ordinaires:

Peut être admis comme membre ordinaire quiconque possède un grade universitaire et des qualifications dans la recherche scientifique du tourisme.

3° Membres extraordinaires:

Peut être admis comme membre extraordinaire celui qui ne répond pas aux conditions des chiffres 1 et 2 ci-dessus, mais s'est acquis des mérites particuliers dans le domaine de la recherche et de l'enseignement touristiques.

4° Membres d'honneur:

Peuvent être nommés membres d'honneur les membres de l'association ou toute autre personne ayant rendu de grands services à la science et à l'enseignement du tourisme.

#### Art. 5

Les membres de toutes les catégories sont nommés par le comité de l'association sur proposition d'au moins un de ses membres.

#### Art. 6

- La qualité de membre (l'art. 4, chiffre 1 à 3) expire:
- 1° par suite de démission, laquelle doit être donnée au secrétariat général par écrit dans un délai minimum de trois mois, pour la fin d'une année civile seulement;
  - 2° par suite de décès;
  - 3° par suite d'exclusion, que le comité peut décider en dernier ressort.

Les membres démissionnaires ou exclus n'ont aucun droit à faire valoir envers l'association.

### III. O r g a n e s

#### Art. 7

Les organes de l'association sont:

- 1° l'assemblée des membres;
- 2° le comité;
- 3° le secrétariat général;
- 4° l'organe de contrôle.

#### A. Assemblée des membres

#### Art. 8

Règle générale, les membres mentionnés à l'art. 4, chiffre 1 à 3, se réunissent en assemblée au moins une fois par année.

Le président convoque l'assemblée, sur décision du comité, deux mois au moins avant la date de la réunion. La convocation

doit mentionner les objets à l'ordre du jour sur lesquels l'assemblée peut seule se prononcer.

Art. 9

L'assemblée des membres a notamment les attributions suivantes:

- 1° Elle élit le comité, le président, les vice-présidents éventuels, le secrétaire général et les vérificateurs de l'association. Le président, les vice-présidents et le secrétaire général sont choisis parmi les membres mentionnés à l'art. 4, chiffre 1, litt. a (professeurs d'université).
- 2° Elle statue sur les comptes et le budget annuels; elle peut toutefois déléguer cette attribution en tout ou partie au comité.
- 3° Elle fixe les indemnités accordées au président, au comité et au secrétaire général (art. 18, al. 2).
- 4° Elle se prononce sur une modification des statuts.
- 5° Elle prend une décision sur les objets que lui présente le comité.
- 6° Elle décide la dissolution ou la liquidation de l'association.

Art. 10

Chaque membre a droit à une voix à l'assemblée.  
Toutes les votations et élections ont lieu à main levée, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.  
Votations et élections se font à la majorité simple.  
En cas de partage des voix, le président décide.  
Une majorité des deux tiers est nécessaire pour prononcer la modification des statuts, la dissolution et la liquidation de l'association.

B. Comité

Art. 11

Le comité se compose d'au moins cinq membres désignés à l'art. 4, chiffre 1 et 2, dont au moins un tiers de professeurs mentionnés à l'art. 4, chiffre 1.

Le comité est en fonction pour quatre ans; ses membres sont rééligibles.

Art. 12

Le comité a notamment les attributions ci-après:

- 1° Il prépare l'assemblée des membres, la fait convoquer et exécute ses décisions.
- 2° Il se prononce sur la nomination de membres, selon art. 5.
- 3° Il se prononce sur l'exclusion de membres, selon art. 6, chiffre 3.
- 4° Il décide de l'utilisation des ressources de l'association conformément au budget annuel (art. 18, al. 1), répond de la tenue des comptes et statue sur les comptes et le budget, si l'assemblée des membres lui en confère la compétence (art. 9, chiffre 2).

- 5° Il surveille le secrétariat général, lui donne les instructions nécessaires et décide de l'engagement d'auxiliaires (art. 18, al. 2).
- 6° Il peut constituer des commissions dans son sein.
- 7° Il désigne les personnes qui représentent l'association et signent pour elle.

#### Art. 13

Le comité se réunit au moins une fois par année.  
Il est convoqué par le président.  
Ses décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, le président décide.  
L'unanimité est nécessaire pour:

- 1° la nomination d'un membre, selon art. 5;
- 2° l'exclusion d'un membre, selon art. 6, chiffre 3.

#### C. Secrétariat général

##### Art. 14

Le secrétariat général comprend un secrétaire et, éventuellement, du personnel auxiliaire.  
Le secrétaire général, qui doit être professeur d'université selon art. 4, chiffre 1, litt. a, est élu pour quatre ans; il est rééligible.

##### Art. 15

Le secrétaire général a notamment les obligations suivantes:

- 1° Il prépare les réunions de l'assemblée des membres, du comité et des commissions éventuelles et en rédige les procès-verbaux.
- 2° Il règle et liquide les affaires courantes du secrétariat général dans les limites des tâches de l'association, telles qu'elles sont définies à l'art. 3, et d'après les instructions du comité (art. 12, chiffre 5).
- 3° Il tient les comptes de l'association.
- 4° Il fait rapport sur son activité au comité et à l'assemblée des membres.

#### D. Organe de contrôle

##### Art. 16

Les vérificateurs, au nombre de deux, sont choisis parmi les membres mentionnés à l'art. 4, chiffre 1 à 3; ils ne doivent pas faire partie du comité, ni du secrétariat général de l'association.  
Les vérificateurs sont élus pour une période de quatre ans; ils sont rééligibles. Ils vérifient les comptes annuels de l'association, sur lesquels ils présentent un rapport écrit à l'assemblée des membres et au comité.  
L'assemblée des membres peut charger une fiduciaire de la vérification des comptes.

#### IV. Dispositions financières

##### Art. 17

L'association tire ses ressources de:

- 1<sup>o</sup> La cotisation annuelle des membres mentionnés à l'art. 4, chiffre 1 à 3. La cotisation annuelle est de 30 francs suisses. Elle comprend le prix de l'abonnement à l'organe de l'association, la Revue de Tourisme. Elle doit être payée au plus tard le 31 mai de chaque année. Les membres qui ne la règlent pas avant la fin de l'année civile peuvent être exclus de l'association. Les membres d'honneur sont dispensés de verser la cotisation annuelle.
- 2<sup>o</sup> Autres cotisations et contributions.
- 3<sup>o</sup> Intérêts de fonds placés.

##### Art. 18

Conformément à l'art. 12, chiffre 4, le comité se prononce sur l'utilisation des ressources de l'association selon un budget annuel qu'il soumet à l'approbation de l'assemblée des membres, à moins que celle-ci n'en décide autrement (art. 9, chiffre 2).

L'assemblée des membres fixe les indemnités à verser au président, au comité et au secrétaire général (art. 9, chiffre 3); le comité se prononce sur le recrutement et les conditions d'engagement du personnel auxiliaire du secrétariat général (art. 12, chiffre 5).

##### Art. 19

Les engagements de l'association se limitent à son avoir. La responsabilité des membres se borne à leurs cotisations.

##### Art. 20

L'exercice comptable commence le 1er janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.

#### V. Publications

##### Art. 21

Les publications de l'association sont faites dans la "Revue de Tourisme" (Zeitschrift für Fremdenverkehr, The Tourist Review).

#### VI. Dissolution et liquidation

##### Art. 22

Si la dissolution de l'association est décidée (art. 9, chiffre 6, et art. 10, al. 3), le comité désigne les liquidateurs.

Ce qui reste de la fortune après l'amortissement des dettes est remis, suivant décision de l'assemblée des membres prononçant la dissolution, à des institutions se vouant à la recherche, à la doctrine et à l'enseignement touristiques.

VII. Dispositions finales

Art. 23

Les présents statuts ont été approuvés à l'unanimité par l'assemblée des membres du 23 juin 1954 à Palerme.

Ils entrent immédiatement en vigueur et remplacent ceux qui furent adoptés le 31 mai 1951, à Rome, par l'assemblée constitutive.

ASSOCIATION INTERNATIONALE D'EXPERTS  
SCIENTIFIQUES DU TOURISME

Le président,                      Le vice-président,

Prof. Dr W. Hunziker      Prof. Dr A. Mariotti

Le secrétaire général,

Prof. Dr K. Krapf

S T A T U T I

=====

della

ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE DEGLI ESPERTI SCIENTIFICI

=====

DEL TURISMO

=====

I - N o m e , s e d e e s c o p o -

Art. 1

L'Associazione internazionale degli esperti scientifici del turismo ("Association internationale d'experts scientifiques du tourisme", "Asociación internacional de expertos científicos del turismo", "International Association of Scientific Experts in Tourism", "Internationale Vereinigung wissenschaftlicher Fremdenverkehrsexperten") riunisce quanti esplicano oppure incrementano in modo particolare le attività scientifiche nell'ambito del turismo.

Art. 2

L'Associazione ha sede presso la sua Segreteria generale.

Art. 3

L'Associazione ha i seguenti scopi fondamentali:

- 1) - mantenere rapporti di colleganza e di amicizia fra i suoi membri;
- 2) - favorire le attività scientifiche dei Soci particolarmente
  - a) - nell'avviare contatti personali,
  - b) - nel provvedere alle necessarie documentazioni,
  - c) - nel facilitare gli scambi di idee e di esperienze;
- 3) - promuovere le attività di istituti turistici di carattere scientifico e di altri centri di ricerca e di insegnamento specializzato in materia, sviluppandone i reciproci rapporti e le relazioni con i membri dell'Associazione;
- 4) - collaborare nell'organizzazione e ai lavori di congressi internazionali e nazionali, conferenze e corsi scientifici in materia di turismo.

L'Associazione si astiene dall'intraprendere lavori ai quali si dedicano adeguatamente altre organizzazioni già esistenti.

II - S o c i -

Art. 4

L'Associazione comprende Soci ordinari e Soci straordinari. Per essere Socio ordinario si richiedono i seguenti re-

quisiti:

- a) - titolo universitario,
- b) - essere in possesso di titolo nelle ricerche scientifiche in materia di turismo.

Quanti abbiano meriti nel ramo delle scienze turistiche possono essere ammessi come Soci straordinari.

I Soci ordinari sono autorizzati a partecipare regolarmente ai lavori dell'Associazione. L'Assemblea dei Soci ordinari elegge nel suo seno i componenti del Comitato direttivo dell'Associazione.

I Soci straordinari non partecipano ai lavori della Associazione, che su invito speciale rivolto loro dal Comitato direttivo.

#### Art. 5

La qualità di Soci, sia ordinari che straordinari, è conferita dal Comitato direttivo su proposta di almeno un membro del Comitato stesso.

#### Art. 6

La qualità di Socio ordinario e straordinario cessa:

- 1) - In seguito a dimissioni - che devono essere presentate per iscritto al Segretario generale con un preavviso minimo di tre mesi, e vanno in vigore soltanto alla fine dell'anno solare.
- 2) - In seguito a decesso.
- 3) - In seguito a espulsione che il Comitato direttivo è autorizzato a pronunciare in ultima istanza.

I Soci dimissionari e i Soci espulsi non hanno alcun diritto da far valere contro l'Associazione.

#### Art. 7

Il Comitato direttivo può conferire il titolo di Socio onorario o una altra distinzione onorifica ai propri Soci o ad altre persone benemerite della scienza turistica.

### III - O r g a n i -

#### Art. 8

Gli organi dell'Associazione sono i seguenti:

- 1) - Assemblea dei Soci,
- 2) - Comitato direttivo,
- 3) - Segreteria generale.

#### A) - Assemblea dei Soci -

#### Art. 9

I Soci ordinari si riuniscono almeno una volta ogni quattro anni.

Il Presidente stesso convoca l'Assemblea su richiesta del Comitato.

#### Art. 10

L'Assemblea dei Soci ha le seguenti attribuzioni speciali:

- 1) - Nomina il Comitato direttivo, il Presidente, i Vice Presidenti eventuali nonché il Segretario generale dell'Associazione.
- 2) - Delibera sui bilanci annuali; può, tuttavia, delegare tale attribuzione interamente o in parte al Comitato direttivo.

- 3) - Decide in merito a ogni modificazione degli Statuti.
- 4) - Si pronuncia sugli argomenti presentati dal Comitato direttivo.
- 5) - Decide circa lo scioglimento o la liquidazione dell'Associazione.

Art. 11

Ogni Socio ha diritto a un solo voto nell'Assemblea.  
Votazioni ed elezioni si fanno per alzata di mano.  
Nelle votazioni ed elezioni decide la maggioranza relativa.  
A parità di voti la decisione spetta al Presidente.  
Per qualunque riforma dello Statuto nonché per lo scioglimento e la liquidazione dell'Associazione occorre una maggioranza di due terzi.

B) - Comitato direttivo -

Art. 12

Il Comitato direttivo è costituito di almeno 5 Soci ordinari della Associazione, e rimane in carica per quattro anni. I membri del Comitato direttivo possono essere rieletti. L'appartenenza al Comitato direttivo ha carattere onorifico.

Art. 13

- Il Comitato direttivo ha le attribuzioni seguenti:
- 1) - Prepara l'Assemblea dei Soci, la convoca e ne esegue le decisioni.
  - 2) - Decide sull'ammissione di nuovi Soci, in conformità all'art. 5.
  - 3) - Decide sull'espulsione di Soci in conformità all'art. 6 § 3.
  - 4) - Decide circa l'attribuzione del titolo di Socio onorario e di ogni altra distinzione (v. art. 7).
  - 5) - E' responsabile della contabilità e la controlla se autorizzato dall'Assemblea dei Soci (v. art. 10 § 2).
  - 6) - Controlla l'attività del Segretario generale e gli impartisce le istruzioni necessarie.
  - 7) - Se necessario può costituire dei Sottocomitati.
  - 8) - Nomina le persone che hanno il diritto di rappresentare la Associazione e di firmare per essa.

Art. 14

Il Comitato direttivo si riunisce almeno una volta ogni due anni.

Viene convocato dal suo Presidente.

Il Comitato direttivo decide a maggioranza relativa e in caso di parità di voti è il voto del Presidente che determina la maggioranza.

L'unanimità è richiesta nei casi seguenti:

- 1) - L'ammissione di un Socio, secondo l'art. 5.
- 2) - L'espulsione di un Socio (art. 6 § 3).
- 3) - Il conferimento del titolo di Socio onorario o di qualunque altra distinzione (art. 7).

C) - Segreteria generale -

Art. 15

La Segreteria generale comprende un Segretario e, eventualmente, impiegati d'ordine.

Il Segretario generale viene nominato per quattro anni e può essere riconfermato. Per il suo lavoro non riceve, per il momento, alcun emolumento. Il Comitato direttivo può decidere di concedergli una indennità se il bilancio lo permette.

Art. 16

- Il Segretario generale ha i seguenti compiti:
- 1) - Prepara le sessioni dell'Assemblea dei Soci e del Comitato direttivo e redige i verbali delle riunioni.
  - 2) - Cura e sbriga i lavori correnti della Segreteria generale, nel quadro dei compiti dell'Associazione, definiti nell'art. 3 e in conformità con le istruzioni impartitegli da parte del Comitato direttivo (art. 13 § 6).
  - 3) - Cura la contabilità dell'Associazione.
  - 4) - Riferisce al Comitato direttivo o e all'Assemblea dei Soci sulla propria attività.

IV - Disposizioni finanziarie -

Art. 17

- Le entrate dell'Associazioni pervengono da:
- 1) - Contributi dei Soci. Per ora i contributi sono volontari e vanno versati secondo il fabbisogno della tesoreria della Segreteria generale e secondo le possibilità dei Soci. In caso di necessità, il Comitato direttivo può decidere l'introduzione di quote e contributi obbligatori.
  - 2) - Altri contributi e quote.

Art. 18

L'anno finanziario coincide con l'anno solare, cioè dal 1 gennaio al 31 dicembre.

Art. 19

Un organo di controllo, nominato dal Comitato direttivo, provvede alla verifica dei conti dell'Associazione.

V - Pubblicazioni -

Art. 20

Organo dell'attività dell'Associazione è la "Revue de Tourisme" ("The Tourist Review", "Zeitschrift für Fremdenverkehr").

VI - Scioglimento e liquidazione -

Art. 21

In caso di scioglimento dell'Associazione il Comitato direttivo nomina i liquidatori.  
Un eventuale saldo attivo dopo l'estinzione del passivo sarà devoluto, previa deliberazione dell'Assemblea dei Soci che ha deciso lo scioglimento, ad Istituti che dedicano la loro attività all'insegnamento, allo studio e a lavori di ricerca nel campo turistico.

VII - Disposizioni finali -

Art. 22

Il presente Statuto è stato approvato all'unanimità dall'Assemblea costitutiva del 31 Maggio 1951 a Roma.

ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE DEGLI ESPERTI  
SCIENTIFICI DEL TURISMO

Il Presidente:                      Il Vice presidente:  
Prof. Dr. W. Hunziker      Prof. Dott. A. Mariotti

Il Segretario generale:  
Pd. Dr. K. Krapf

# La casa a Palermo

C'è da noi chi lavora a 10.000 lire al mese e non ha casa. - Miseria tra fasti e splendori - Disoccupati, senza tetto... e spese di « prestigio » e di iattanza!

Soltanto ora, a quanto pare, sta per avere esecuzione la legge regionale del 12 aprile 1952, cioè di più di due anni fa, che intende provvedere alla costruzione di alloggi popolari, di 1, 2, 3, 4 vani utili e relativi accessori a favore dei senza-tetto.

E diciamo « a quanto pare » perché gli alloggi, in numero di 1037 (certamente notevole come primo lotto, relativamente ad una realizzazione dalle nostre parti) sono, come ci viene avvertito, « in corso di costruzione » e qui dove viviamo e ai tempi che corrono sappiamo purtroppo quale significato abbia questa usata anodina locuzione « in corso di costruzione ». Insomma, che questi 1037 alloggi siano in corso di costruzione ci può annunciare una ultimazione, una disposizione a profitto dei senza-tetto, cioè di esseri nei cui riguardi bisognerebbe procedere con urgenza, molto di là da venire. E poiché il comunicato è venuto più di due anni dopo la pubblicazione della legge cui si riferisce e, ad essere modesti ed ottimisti, ci vorranno per lo meno altri due anni perché queste costruzioni « in corso » (Dio sa come) vengano ultimate ed altra acqua passerà sotto i ponti dell'Orto mo a che non saranno ultimate le estenuanti lungaggini burocratiche perché gli aggiudicatari senza-tetto vengano in possesso della chiave tanto bramata, questa legge regionale perché venga in piena adempita avrà tutto il tempo di essere sorpassata dagli avvenimenti, dalla crescente marcia degli eroi dei tuguri, postulant, mentre diventano sempre più inadeguati i fondi destinati alla impresa.

Comunque gli interessati sono stati avvertiti che hanno avuto tutto un mese di tempo perché potessero presentare domande e documenti (in carta semplice) alla Segreteria della Commissione Comunale Assegnazioni Alloggi, che siede in via Alloro 30, tutti i giorni feriali, dalle 9,30 alle 12,30; quelli che sono alloggiati in locande a carico del Comune, per il ritiro e la consegna del modulo, si son dovuti presentare all'ufficio comunale di Assistenza Sociale, in via Emerico Amari n. 148.

Tutti gli interessati sono stati avvertiti che il termine fissato per la presentazione delle domande è *improrogabile in ogni caso*. Ma speciali considerazioni ci suggerisce la casistica stabilita

una diretta acerba condanna alle nostre coscienze, specialmente ai ciarlieri e vocianti democratici e demagoghi.

I requisiti richiesti perché chissà e quando e dopo avere tanto atteso (prima la legge, poi l'inizio delle costruzioni, poi il comunicato, poi la scadenza del termine e poi tante altre cose da venire) dei nostri concittadini diseredati possano finalmente ricoverarsi sotto un tetto rappresentano infatti delle condizioni *disperate*.

Si deve trattare di « disoccupati involontari » (diciamocelo francamente: dove e quanti sono da noi i disoccupati *volontari* e come si fa a distinguerli dagli involontari, dato che qui non si tratta di pratiche... di arruolamento?); deve trattarsi di mutilati, invalidi, pensionati della Previdenza. E, se lavorano, saluariamente o abitualmente, il loro reddito complessivo deve essere compreso tra un minimo di L. 120.000 e un massimo di lire 360.000 annue.

Capite? In piena « democrazia », con una « costituzione » che garantisce... a parole, il lavoro e il pane a tutti, c'è da noi una categoria di miseri che, pur lavorando « saltuariamente » o pure abitualmente non percepisce più di 120.000 lire annue, « in complesso », tutto compreso, cioè *diecimila lire al mese*, esseri cui la società, pur loro offrendo il privilegio del lavoro, non accorda, per sola mercede, per vivere

con la famiglia, una somma non bastevole per il solo pane e questa, con altre, è stabilita come una delle condizioni sine quibus non perché possa concorrere ad un tetto, ancora in corso di costruzione!

Chè se ne guadagnerà più di 360.000 annue, cioè più di 30.000 lire al mese, è considerato che guadagni tanto lautamente da non potere aspirare all'assegnazione di un'abitazione. E, dovendo ricorrere al mercato corrente, queste 30.000 lire che guadagna complessivamente non gli basteranno forse nemmeno a pagare il mensile della pignone, offerta dai non molto allettanti « asi loca »: potrà anche dire al proprietario che, in queste condizioni, potrà fare a meno della cucina, perché, tanto...

E queste condizioni, che definiamo *disperate*, non sono peraltro ritenute sufficienti, perché si vuole ancora che i richiedenti siano del tutto privi di alloggio; che occupino alloggi inabitabili o assolutamente insufficienti o la sgombrare in dipendenza di piani di risanamento.

Ci vorrà il regolo lesbi perché possa riscontrarsi il comincio di tutto questo ben di Dio di requisiti; bisognerà passare per la prova del fuoco o attingere la luna per avere una casa. Ma questi miseri, nelle condizioni *disperate* qui descritte, un giorno a l'altro, forse la casa l'avranno. E gli altri?

ALDO VALLENGHI

## Fronte parlamentare

Continuando nella loro tenace azione a tutela degli interessi e dei diritti del popolo, i rappresentanti del MSI nei vari settori della vita pubblica pongono in rilievo le necessità dei cittadini e le manchevolezze dei pubblici poteri là dove la loro azione si mostra carente.

All'Assemblea Regionale, in tal quadro, l'on. *Ettore Mangano* ha rivolto all'Assessore agli Enti Locali una interrogazione per sapere se e come intende intervenire presso l'Amministrazione comunale di Colomoni perché sia avviato agli inconvenienti ed agli abusi derivanti nella distribuzione dell'acqua dalla mancanza di appositi contatori e regolatori, specialmente in caso di siccità.

si di servizio utili per la valutazione dell'anno stesso e la distribuzione dei mesi estivi.

Al Comune di Palermo poi lo stesso on. *Crescimanno* ha interpellato il Sindaco perché sia convocato il Consiglio Comunale al fine di esaminare il fondamentale problema della « Terza Via » di Palermo, che dovrebbe essere inserita nel Piano Regolatore al più presto, anche per ovviare ai numerosi e spesso mortali incidenti che oggi si verificano.

Ha interrogato inoltre l'Assessore ai LL. PP. del Comune in merito alla definitiva sistemazione della zona di via Nicolò Garzilli.

## Consiglio comunale d'operetta ad Assoro

(A.R.) Quando alla vigilia delle elezioni amministrative del 21 marzo c.a. si diceva che qualora la dicesse vinto le elezioni si saremmo trovati dinanzi ad Consiglio addomesticato, pochi credevano alle nostre asserzioni, ma è bastata la prima riunione di Consiglio avvenuta domenica 20 c.m. per dimostrare la veridicità delle nostre parole.

Quale esponente di un partito avversario non vorrei fare delle illusioni ma basterebbe fare una semplice cronaca della seduta per dimostrare quale sia l'abulia generale e l'indifferenza di tutti i Consiglieri per i problemi riguardanti il nostro Paese.

Secondo quanto ci insegnano i

## La parola di Anfuso solleva il Ragusano

Domenica 13 u. s. l'on. Filippo Anfuso ha tenuto un importante comizio a Ragusa in piazza dell'Impero, ora Libertà.

Il comizio, riuscitissimo in tutti i suoi aspetti per la intelligente organizzazione dei Dirigenti Provinciali, ha dimostrato ancora una volta a tutti, che il MSI non è in crisi, ma in una fase di assestamento generale che lo proietterà nelle battaglie future verso la meta auspicata da tutti gli Italiani amanti di pace, di benessere, di giustizia, di libertà: il Potere.

L'on. Anfuso, presentato dal Commissario Provinciale Vittorio Dell'Agli, con chiare e convincenti parole, ha interessato il numeroso pubblico che lo ascoltava interrompendolo spesso con vibranti applausi. Analizzando intelligentemente la situazione politica Nazionale, l'on. Anfuso, ha fatto risaltare l'insciente responsabilità degli uomini della Democrazia Cristiana, i quali hanno favorito con la loro delittuosa politica la penetrazione del Comunismo nella coscienza della Nazione.

Continuando nel suo dire, l'onorevole Anfuso, ha lusingato ai presenti la situazione politica internazionale, soffermandosi sul doloroso problema del T. L. T. Parlando della CED, l'on. Anfuso ha fatto poi il punto sulla nostra chiara posizione, in netto contrasto con la bassa speculazione social-comunista, e con la servile e rinunciataria politica governativa. Concludeva il suo discorso facendo rilevare il valore della battaglia che il MSI in nome del popolo Italiano intende condurre, e come per essa sia necessario impegnare tutti gli Italiani amanti della pace, della libertà e della indipendenza nazionale.

Un delirio di applausi chiudeva il brillante comizio dell'on. Anfuso, che ha dato a Ragusa chiarezza e precisa dimostrazione del

maestri della democrazia la principale prerogativa di un organo elettivo, in specie il Consiglio Comunale, è quella di dare le direttive di massima all'organo esecutivo, la Giunta, invece nel caso particolare si è assistito nella noncuranza massima di tutti alla relazione fatta dal Sindaco, relazione incensurata, ed all'approvazione unanime dell'ordine del giorno. Solo la minoranza ha interferito varie volte nella discussione generale, ma sono stati interventi che ubbidivano a spirito di fazione più che a difesa degli interessi cittadini. Da tutto ciò desumiamo in maniera incontrovertibile che la dicesse non mira affatto alle libere competizioni democratiche, ma suo scopo preciso è applicare in maniera ferrea i dettami del Partito per il quale è imperativo categorico « Ubbidire » ed i Consiglieri supinamente accettano il principio che coatta la loro libera volontà.

Tutto va bene si dice nei circoli vicini all'amministrazione e a dimostrazione di ciò adducono la mancanza assoluta d'interventi. Noi però diciamo che questa angelica armonia è dovuta a tutte le pressioni che privatamente avvengono e che questa pretesa angelica armonia non fa che svuotare di ogni senso la importanza di un Consiglio, dove, eccettuando quanto da Noi detto, è impossibile avere la unanime acquiescenza di tutti. Il MSI assiste e segue l'evolversi della situazione e si tiene pronto ad intervenire tutte le volte che l'interesse cittadino lo richiederà a prescindere da tutte quelle azioni che volta in volta saranno svolte per tenere ferma l'amministrazione alle sue precise responsabilità.

## Ladruncoli e guardie rurali a Mezzojuso

Una situazione che va senz'altro rilevata e segnalata alle autorità competenti è quella che si verifica nella zona di Mezzojuso, ove le guardie rurali, costrette ad « arrangiarsi » per tirare avanti col misero stipendio che percepiscono, e che si aggira oggi sulle 15-15.000 lire mensili, si trovano in condizioni di dover preoccuparsi più di andar a chiedere donativi ai contadini per arrotondare che di sorvegliare i fondi affidati alla loro vigilanza.

A ciò conduce anche il malvezzo invalso da parte di molti di tollerare passivamente i piccoli furti di frutta ad opera specialmente dei monelli, che recano però gravi danni e agli alberi stessi e alle colture sottostanti per la naturale... fretta dei ladruncoli.

E la cosa ha come risultato logico il crescente disamore dei piccoli agricoltori che non possono direttamente sorvegliare i loro fondi, che spesso sono posti lontano l'uno dall'altro, e che preferiscono talora rinunciare anche ad alberi che producono bene per evitare danni maggiori.

Tutto questo, oltre ad essere umiliante per le guardie rurali costrette quasi a chiedere l'elemosina, provoca per certo gravi danni all'agricoltura e non può certo considerarsi morale. Invitiamo quindi le autorità competenti ad intervenire sollecitamente per ovviare ad una situazione che non può essere più oltre ammessa e tollerata.

Per la vita del VESPRI: fate e fate fare pubblicità su questo giornale che ha un pubblico vasto e selezionato.

## Lavoro nazionale

### La legge delega

La Federazione Nazionale degli Statali della Cisl ha trasmesso la Legge Delega per la Riforma dello Statuto del Personale Civile dell'Amministrazione statale, con gli opportuni emendamenti, nell'intento di giovare con essi alla più adeguata soluzione dei problemi connessi, secondo valutazioni direttamente espresse dalle categorie interessate.

E' stato pure dimostrato anzitutto con uno speciale emendamento all'art. 8 della Legge Delega, la necessità di concedere la effettiva autonomia sia all'Amministrazione delle Poste e delle Telecomunicazioni che all'Azienda di Stato per i servizi telefonici, con un Consiglio

approvato dall'Assemblea Regionale Siciliana nella seduta del 23 Giugno 1954.

Ringrazia l'on. Dino Grammatico per l'opera svolta e tutti i Gruppi parlamentari per il loro contributo dato all'approvazione.

### Diffida

La CISNAL precisa che il sig. Camillo Tartaro non fa parte dell'Unione Provinciale del Lavoro di Palermo né ha ricevuto alcun incarico ispettivo da parte della CISNAL di Roma.

### Nuovo dirigente a Messina

MESSINA, Giugno

(E. Di Pietro) - Il dott. F.

## FARMACIE RACCOMANDATE

Farmacia  
DOTT. COMM.  
ALFREDO BANDIERA  
PALERMO  
Via Cavour 83-85 - Tel. 13.195

DOTT. SIAGURA EMANUELE  
Via Dante - Angolo Sammartino  
Telefono 12.002 - Palermo

Farmacia  
Dr. TRIPI PUSATERI  
Piazza Rivoluzione 12 - Palermo  
Telefono 13.693  
Vi si trovano anche tutte le specialità per gli occhi

IMPOTENZA  
e tutti gli altri disturbi della attività sessuale  
Malattie veneree sifilitiche pelle cure rapide  
Dott. Lorenzo Mannino  
perfezionato a Parigi  
Via Villafranca, 50 - Palermo  
Telefono 18789 - ore 8-12

Dott. VITO DI BELLA  
Già Direttore Dispensario Specialista Veneree Sifilide Pelle (Eczemi, Acne, Verruche, Uretra, Prostata, Impotenza) Cure elettriche. Riceve soltanto in via XX Settembre 65 - Ore 13-16.

Prof. G. BONANNO e Dr. V. SCOLA  
SPECIALISTI IN  
Tisiologia e Malattie Polmonari  
Via G. Arditzone, 3 (Staz. Centrale)  
Ore 13-16 - Telefono 30.276

STRESA - LAGO MAGGIORE  
Regina Palace Hotel  
Albergo di lusso - Tennis - Golf - Spiaggia privata - Dancing

anice unico  
TUTONE  
VIA CARIBALDI, 61

## Il "NON PLUS ULTRA" dell'elettricità applicata

G. FICI PALERMO  
Via Roma, 106-108

creatore dell'a "CASA D'OGGI".  
Via Principe Belmonte, 96-100

I più moderni apparecchi elettrici, dal frigorifero al condizionatore d'aria, ai più progrediti elettrodomestici.

La SIGNORA che acquista una

## Clinica Arnone

Specializzata  
per le malattie interne  
PALERMO  
Via Libertà - ang. via Ugoletta 1  
Consultazioni ed esami radiologici  
Ore 9-12 - 16-19

Dott. MARIO FICI  
Palermo - Via Sammartino, 122  
Consultazioni medicina interna  
Analisi cliniche

Prof. D. MARUGLIO  
Dott. G. BONASERA-VIZZINI  
Malattie nervose e Disturbi sessuali  
Via Villafranca 4 - Palermo ore 11-13

MALATTIE BOCCA E DENTI  
Prof. Dott. Comm.  
ELIO TEMPESTINI  
Direttore Clinica Odontoiatrica della Università  
PALERMO  
Via Generale Magliocco, 32 (già Villarsa) - Telefono 13.429

Avv. Enzo Marinese  
PALERMO: Corso Calatafimi n. 121 - Telef. 16678  
TERMINI: Piazza Liborio Arrigo n. 29 - Telef. 61  
Affari Civili

Avv. GIUSEPPE SEMINARA  
STUDIO PENALE E CIVILE  
Palermo - Via Villafranca 40  
Telefono 12.776  
Termini I. - P. Liborio Arrigo 29  
Telefono 61

Avv. M. Ugo Collalti Guappieri  
STUDIO LEGALE  
Via Cuba 57 - Ore 14,30 - 16,30  
Telefono 19.144

Avv. LUCIANO INGIANNI  
Patrocinante in Cassazione  
PALERMO  
Piazza Nicolò Turrisi, 42 - Tel. 10166

Avv. Pierfranco Buonocore  
Dr.ssa Caterina Buonocore  
Via Polara, 91 Palermo  
Telef. 12080

come condizione essenziale per l'aggiudicazione degli alloggi da costruire.

Dall'elenco di queste condizioni fissate nel comunicato, abbiamo ricavato una impressione di scoraggiamento e quasi di rimorso di fronte alla constatazione dello stato miserando in cui versano, al giorno d'oggi, accanto a noi, certe classi sociali della nostra città: si tratta di miserie che, in fondo, non ignoravamo, ma questo comunicato ci mette a nudo forzatamente delle verità che, non ignorando, non volevamo confessare a noi stessi poiché questa confessione involge

## PORTE CHIUSE PER LE COLONIE municipali a Palermo

In seguito alla mancata approvazione da parte della Giunta Provinciale amministrativa dello stanziamento di 10 milioni del Comune di Palermo per le colonie municipali il consigliere M.S.I. Giovanna Trigona Albanese ha presentato la seguente interrogazione:

« Interrogo l'ill.mo Signor Sindaco se sia vera la notizia che la Amministrazione Provinciale avrebbe non approvato lo stanziamento di 10 milioni per l'esercizio della Colonia Municipale.

In tal caso quali provvedimenti l'Amministrazione intende adottare per una esigenza di così delicata importanza ».

### TEATRI E CINEMA

#### SPETTACOLI DOMENICALI

**ARENA TRIANON:** Compagnia di Riviste napoletana Pinto con il comico fantasma « Trottolino » nella rivista **A mezzanotte mi piaccion tutti.**

**TEATRO NAZIONALE:** Come sposare un milionario in Cinema Scope, technicolor. Secondo film della serie **Grandi riprese.**

**CINEMA DIANA:** La fine di un tiranno con Joel Mc Crea - Yvonne De Carlo.

**CINEMA ORFEO:** Sabato 3 e Domenica 4 luglio 1954: **El Gringo** con John Payne e Arlene Wheelan.

**CINEMA ARISTON** (via Giusti): **Via Padova, 46** con Peppino De Filippo, Alberto Sordi e Carlo Dapporto.

**CINEMA SMERALDO:** Terza Liceo il film di Emmer.

**CINEMA COREN:** Non vi appartengo più in technicolor.

**ARENA ALBERTO AMEDEO:** Il peccato di Anna, canta Giacomo Rondinella.

estiva.  
L'on. Mario Crescimanno ha interpellato con carattere d'estrema urgenza il Presidente della Regione in merito ai gravi fatti del « Buon Pastore », chiedendo un'accurata inchiesta da parte del Governo Regionale onde far luce su questi tristi episodi che turbano la tranquillità pubblica.  
Ha poi interrogato l'Assessore alla Pubblica Istruzione circa i provvedimenti da prendere per venire incontro ai maestri elementari fuori ruolo nominati dopo le vacanze natalizie, che alla fine dell'anno scolastico non hanno ancor maturato i cinque me-

Ventuno Consiglieri comunali hanno chiesto la convocazione straordinaria del Consiglio per decidere sulla seguente proposta:

« Riteniamo che il Consiglio Comunale ad unanimità nel bilancio 53-54 alla voce « beneficenza » stanziava la cifra di due milioni (10.000.000) stanziando doversi destinare alle colonie estive per bambini bisognosi.

La Giunta Provinciale Amministrativa ha radiato la spesa prevista per le colonie municipali riconoscendo evidentemente che l'amministrazione non poteva esimersi dal suo preciso compito di assistenza sociale tanto più che per quest'anno è noto che la Pontificia commissione di assistenza ha ridotto in maniera assai considerevole le proprie colonie, delibera di proporre alla Giunta Amministrativa il riesame della questione che tenga conto delle considerazioni su esposte riguardanti il beneficio della sanità pubblica infantile e autorizzando una spesa socialmente tanto necessaria ».

Ecco le firme:  
Giovanna Trigona Albanese, Marinese, Crescimanno, Ferdinando Aronica, Gerbino, Pietro Albanese, Pietro Scozzari, Paolo Aiello, Nino Gullo, Giuseppe Zito, Giuseppe Cerami, Brandaleone, Ercole Melati, Adragna Biagio, Guglielmo Pasqualino, Bontade, La Rocca, Paolino Di Stefano, Stancanelli, Schifaudò, Vetri.

### Un'interrogazione del dott. Aronica

Il consigliere comunale dott. Aronica ha presentato una interrogazione chiedente all'Assessore ai LL. PP. quali provvedimenti intenda adottare per la manutenzione di via Benfratelli sita nella borgata San Lorenzo e che collega la stazione ferroviaria alla via Collegio Romano.

una interrogazione per conoscere se sia al corrente che l'Ufficio dei Registri Immobiliari di Palermo, proceda al rilascio dei certificati ipotecari dopo tre mesi della richiesta.

Il periodo di tempo così lungo disposto dal detto Ufficio, è assai pregiudizievole agli interessi del pubblico, costituito nella maggior parte da Enti Cooperative Edilizie che non possono attuare i loro programmi privi della necessaria documentazione ipotecaria. L'interrogante invita l'on. Assessore ad emettere idonei provvedimenti per eliminare un sì grave inconveniente.

L'on. Crescimanno ha presentato una interpellanza perchè si provveda alla istituzione del ruolo definitivo del personale « Azienda Foreste Demaniali, della R.S. » adottando lo stesso trattamento praticato agli impiegati dei vari Assessorati, giusta la legge regionale 13-3-1953 n. 34 con la quale attraverso le tabelle organiche si assicurava una posizione stabile e definitiva.

L'interpellanza ha carattere di estrema urgenza.

### In margine ad un Congresso internazionale

## TURISMO SICILIANO E CONGRESSO DEGLI ESPERTI

Si è svolto a Palermo un congresso che ha giustamente richiamato il pubblico interesse per l'innegabile giovamento che esso potenzialmente recava alla Sicilia: quello degli Esperti del Turismo.

Difendendo, però, di un contingente interesse politico ed elettorale locale, esso non ha avuto la fortuna di venire preso sul serio dalle autorità che presiedono al turismo. Assente per tutta la durata di esso, una settimana, l'Assessore al Turismo, D'Angelo, dopo un intervento di discutibile opportunità il giorno della inaugurazione, ed assente, senza eccezioni, il presidente dell'Ente Provinciale per il Turismo. Né si sono mai scomodati il Presidente della Regione e quello dell'Assemblea Regionale, che pur non mancano ai vari congressini di infermiere o di filatelici.

Giammai Palermo aveva avuto la fortuna di vedere riuniti fra le sue mura tanti ed autorevoli nomi del turismo internazionale. I possessori delle chiavi del movimento delle correnti turistiche europee erano venuti a Palermo aderendo all'invito che il prof. Gaetano Falzone, che da molti anni è membro autorevole della A.I.E.S.T., era andato a rivolgere loro a Vienna, sede del loro ultimo congresso.

La Sicilia — per una noncuranza inammissibile — anziché avvantaggiarsi di una così felice occasione ha, purtroppo però, dato la prova della superficialità

preparazione e competenza politica che in altri oratori avversari non aveva mai riscontrato.

### L'on. Buttafuoco a Gagliano Castelferrato e Cerami

L'on. Nino Buttafuoco, assessore regionale della CISNAL e dal Direttore Provinciale dell'ENAS, è stato visitato in questi giorni da alcuni membri del MSI di Gagliano Castelferrato e Cerami.

I socialisti dei due centri lo accolsero con affettuoso entusiasmo, e con essi l'on. Buttafuoco si è a lungo intrattenuto a conversare sui problemi locali, sociali ed organizzativi regionali e nazionali.

Sono state gettate le basi per far sorgere presto le Unioni comunali del lavoro della CISNAL.

Abbiamo motivo di ritenere eminenti le inaugurazioni di locali, in considerazione dell'attività operosa del dott. Francesco Occhipinti, Segretario del MSI di Cerami e dei camerati Ruffino Sacco di Gagliano.

assessoriale. Il Congresso è stato fissato per il periodo dal 12 giugno, a seguito di categorici accordi presi ben sei mesi prima, e più volte riconfermati. Tale periodo avrebbe consentito agli esperti di visitare anche la Fiera del Mediterraneo. Invece pochi giorni prima della data, con una tranquillità di spirito che fa spavento, l'Assessore per il Turismo della Regione Siciliana, quando tutta l'organizzazione dell'A.I.E.S.T. era a punto, spedisce un telegramma col quale annuncia — dopo tanti strombazzati — i lineamenti della situazione alberghiera alle esigenze del movimento turistico isolano — che non può ospitare gli illustri invitati se questi non accettano un rinvio.

La situazione alberghiera di Palermo è quella che è, ma non è così grave, così deficitaria, da non consentire l'alloggio di 60 o 70 persone, perchè tante ne sono venute a Palermo nell'occasione, specie dopo un preavviso di ben sei mesi.

Qui la leggerezza tocca le vette del ridicolo.

Al Congresso esso non è stato avvertito dal Comm. Lomazzo che vi prese parte, in rappresentanza dell'Assessorato, e volle intrattenere, nella seduta conclusiva a Taormina, gli Esperti del Turismo del mondo intero, per lo sviluppo ricettivo della Sicilia avutosi mercè l'interessamento dell'Assessorato.

Amministrazione avente potere deliberativo. Gli Statali ed i Postelegrafonici potranno prendere visione della Legge Delega con gli emendamenti, alla Sede dell'Unione Provinciale CISNAL, in via Paolo Paternostro 1 dalle ore 18 alle 20.

### Una vittoria dei maestri elementari della Cisnal

La Segreteria del Sindacato Provinciale di Trapani Maestri Elementari R. S. T., aderente alla CISNAL, promotrice in Sicilia del provvedimento relativo all'esaurimento delle graduatorie in vigore, è lieta di comunicare che il provvedimento stesso (disegno di legge n. 181, presentato dall'on. Dino Grammatico) è stato

### Campagna abbandonata

La grandissima importanza, che ha la viabilità rurale per l'economia Nazionale, non ha bisogno di dimostrazione.

La campagna, abbandonata o trascurata, per l'impossibilità di accedervi per mesi e mesi, soffre e fa soffrire, chi ne deve ricavare lo stretto necessario alla vita. Le autostrade giovano perchè il tempo è oro; le strade urbane piacciono perchè abbelliscono il centro abitato. Ma le strade di campagna, nella bonifica, dovrebbero avere la precedenza perchè transitate quotidianamente dalla massa agricola, che, per necessità di lavoro, si sparpaglia in tutti i sensi, e che da una buona via avrebbe diminuita la fatica ed accresciuto il tempo, oggi inutilmente consumato negli spostamenti.

Tale è la situazione che si verifica ad esempio a Gangi, ove si palesa urgente la trasformazione in rotabile, almeno per i 5 km. iniziali, della Regia Trazzera che parte dalla strada Nazionale 120, quasi al km. 83 e che attraversa tutto il territorio di Gangi.

Detta trazzera, comunemente denominata Zimmarà, avrebbe dovuto avere la precedenza nei riguardi di altre bonifiche, perchè attraversa una vastissima zona, è la più transitata dai contadini locali, e porta alle terre più lontane dall'abitato, prive dei più rudimentali ricoveri.

La necessità prorogabile di renderla transitabile in tutti i mesi dell'anno e più adatta ai vari trasporti necessari all'agricoltura è stata riconosciuta anche dall'Amministrazione Comunale, come risulta dal deliberato n. 86 del 7-10-50 approvato il 23-10-50 n. 22365 div. 4.

Sono trascorsi però ben quattro anni senza alcun provvedimento. Oggi, nella speranza che si approssimino le elezioni comunali, si muove, senza cambiare direttamente quanto sovrà agli amministratori della Comunità Pubblica, ai quali è demagogico provvedere.

E ci auguriamo che sia la volontà buona.

Barrett è il nuovo Commissario della CISNAL di Messina.

Le consegne gli sono state fatte recentemente dall'uscente on. avv. Enzo Gentile alla presenza del Coordinatore Regionale on. avv. Nino Santagati.

Al camerata Barrett, vecchio ed esperto sindacalista, il nostro saluto e, buon lavoro!



### ORE LIETE

E' nato Giovanni Maria Pezzino. Ai genitori dr. Salvatore e Sig.ra Maria Luisa la gioia di un magnifico erede, al Cav. Giovanni Pezzino, nostro carissimo stampatore e amico la dignità del nonno, a noi il piacere di una rinnovata occasione a felicitazioni e ad auguri di tutto cuore.

Al camerata e amico carissimo Dr. Virginio Prampolini le più vive congratulazioni per avere brillantemente vinto il concorso per Medico condotto a Catania. Auguri senza fine.

Si sono celebrate a Siracusa le nozze tra la signorina Pinuccia Iapichino e il notaio Giuseppe Adorno, alla presenza di un folto gruppo di invitati.

Alla coppia felice auguriamo tanta felicità ed un mondo di bene.

Si sono celebrate a Termini Imerese le nozze dell'amico carissimo Domenico Crisafi con la gentile Signorina Ada Aglieri Rinella. Agli sposi ogni augurio di luce e di bene.

Siamo lieti di partecipare l'avvenuta laurea in Filosofia del nostro giovane ed entusiasta collaboratore ed amico Stefano Giunta da San Cataldo.

Auguri di luminoso avvenire alla sua fede ed al suo ingegno che ne fanno uno dei migliori elementi della famiglia sociale Nissena.

## MACCHINA NECCHI

realizza tutti i requisiti che si richiedono alla

### macchina per cucire

**ROBUSTEZZA E DURATA** per l'ottima qualità dei materiali.  
**PRECISIONE E SCORREVOLEZZA** per la perfezione tecnica della costruzione.  
**FORMA ESTERIORE** del mobile perfetta per la sua armonia non separata da una impeccabile solida rifinitura.  
**UN PREZZO ASSAI MODICO** ed una comoda forma di pagamento.

**CONCESSIONARIA GENERALE**  
Via Maqueda, 344-346 - PALERMO

Cucina - Illumina - Riscalda

## pibiqos

... il gas di qualità

Piazza Leoni, 9 - Villa Aroldi - PALERMO - Tel. 11.792

## Fratelli GULI' di Giuseppe

PALERMO - Via Bandiera, Piazza V. Bottego

Tutte le migliori stoffe di lana per uomo-donna  
Tutte le biancherie di seta-lino-cotone  
Reperto speciale in stoffe per l'arredamento della casa  
FACILITAZIONI AGLI STA GALI E PARASTATALI

## DI CESARE

PALERMO - VIA RUGGERO SETTIMO  
(ai Quattro Canti di Campagna)

I MIGLIORI TESSUTI PER UOMO  
CONFEZIONI - SOPRABITI - IMPERMEABILI

## S. R. L. MELODIA

Il più antico e fornito deposito della Sicilia per la vendita all'ingrosso ed al dettaglio di ogni tipo di carta, cancelleria ed affini.

Sede PALERMO - Via Roma, 64 - Tel. 30 - 669  
Filiale Messina - Viale S. Martino 32-36 - tel. 10.121

ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ÉTUDES SCIENTIFIQUES  
 Liste des participants au 54<sup>e</sup> Congrès de l'A.I.E.S.P. à Palerme, du 19 au 25 août 1954, à Palerme, Italie, Mr = Membre de l'A.I.E.S.P. (ou personnel), I = Invité

Légende: M= Monsieur, D= Dame, Dr= Docteur, Me= Membre de l'A.I.E.S.P. (ou personnel), I= Invité

Nom et Prénom	M Me oi D	Mr ou I	Adresse
Hunsiker, Prof. Dr. W.	M	Mr	Hurtengasse 6, Berne
Krapf, Prof. Dr. K.	M	Mr	Gurtengasse, Berne
Nikerk, J.	M	Mr	Rokin 5, Amsterdam
Petronio, Dr. M.	M	Mr	Via Adelaide - Ristori 22 Roma
Petronio, L.	Me	Mr	" " " " "
Petronio, M.	D	Mr	" " " " "
Nobiloni, Dr. N.	M	Mr	Via Cagliari 13, Roma
Nobiloni, L.	Me	Mr	" " " " "
Caligiuri, Prof. C.	M	Mr	Via Taranto 59, Roma
Caligiuri, G.	Me	Mr	" " " " "
Caligiuri, P.	D	Mr	" " " " "
Ortiner, H.	M	Mr	Bahnhofstr, 94, Zurich (Austria)
Ortiner, A.	Me	Mr	" " " " "
Mariotti, Prof. A.	M	Mr	Via Po 24, Roma
Mariotti, L. D	D	Mr	" " " " "
Mariotti, E.	D	Mr	" " " " "
Hedin, G.	M	Mr	Klara V. Kykogata 3A,
Schnyder-de Wartensee	D	Mr	Villa Castagnola, Lugano
Mainardi, Prof. Dr. A.	M	Mr	V. Regina 3, Stresa
Mainardi, A.	Me	Mr	" " " " "
Merlo, Dr. L.	M	Mr	Via Barberini 47, Roma
Merlo, B.	Me	Mr	" " " " "
Gafner, Dr. M.	M	I	Engeriedweg, 8 Berne
Morin, F. M.	M	Mr	Case postale Rive 154 Gèneve
Villar Palasi, Dr. J. E.	M	Mr	Ferraz 53, Madrid
Villar, M. P. E. de	Me	Mr	" " " " "
Imedio, Dr. A.	M	Mr	Plaza de las Cortes 3 Madrid
Imedio, P. S. de	Me	Mr	" " " " "
Loygorri G.	M	Mr	Medinaceli 2, Madrid
Loygorri, G.	Me	Mr	" " " " "
Poggini, Dr. J.	M	Mr	Via Magenta 18, Roma
Livi, Prof. Dr. L.	M	Mr	Via Baldesi 18; Firenze
Livi, .	Me	Mr	" " " " "
Britschgi, J.	M	Mr	Rue Pierre, Patio 9, Gèneve
Ossipow, Dr. P.	M	Mr	" " " " "
Mortier, Dr. G.	M	Mr	Hotel Hermitage, Megève (France)
Mortier, M.	Me	Mr	" " " " "
André, S.	D	Mr	" " " " "
Bollerup, Dr. E.	M	Mr	Banegardspladsen 5-7, Kopenhagen
Mecenati	M	I	Via Marghera 2, Roma
Piatier, Prof. A.	M	Mr	Ilbis rue Vanquelin Paris 5e
Piatier, L;	Me	Mr	" " " " "
Piatier, n.	D	Mr	" " " " "
Weyerhofer, Dr. E.	M	Mr	Maximiliansplatz 8, Munchen
Walterspiel, Dr G.	M	Mr	Hotel 4 Jahreszeiten, Munchen

Nom et Prénom

M ou  
I

Walterspiel, Dr.  
Duchosal, J.  
Maggi Dr. Marietano  
Falzone Prof  
Falzone P.

Me Mr  
Me  
M Mr  
M Mr  
Me Mr

Hotel 4 Jahreszeiten, Munchen  
Rue Pierre Fatio 9 Genève  
Via Bissolati A.O.L. Roma  
Via M. Rapisardi 16 Palermo  
Via M. Rapisardi 16 Palermo

STRUTTURA E PROBLEMI DEL TURISMO SICILIANO  
=====

Comunicazione del Prof. Gaetano Falzone della Uni-  
versità di Palermo, Palermo

Per una chiara intelligenza della originale fisionomia della organizzazione turistica siciliana si rende necessaria qualche premessa storica e giuridica sulla struttura autonomistica dell'Isola.

La Sicilia, pure essendo geograficamente, linguisticamente, etnograficamente italiana, ha avuto uno svolgimento storico proprio. Essa ha subito un processo formativo particolare onde non ingiustamente si è potuto parlare nel Medio Evo di una nazione siciliana. Per altro, nel secolo scorso, manifestandosi particolare insofferenza al dominio borbonico, la Sicilia cercò di sciogliere i nodi che la legavano economicamente e politicamente a Napoli, dando vita a un movimento autonomistico che trovò i suoi più qualificati esponenti nell'economista Francesco Ferrara e nel letterato ed uomo politico Francesco Perez.

E' probabile che l'aspirazione autonomistica dell'isola, fondata sopra tutto su considerazioni di carattere economico, non si sarebbe attuata così relativamente presto se non ci fosse stata la guerra ad accelerare il processo delle coscienze e rendere improrogabili i problemi del vivere concreto. Errerebbe chi pensasse che il fenomeno separatista delineatosi in Sicilia subito dopo la seconda guerra mondiale, mentre l'isola veniva occupata dalle forze anglo-americane, avesse radici nella profonda anima popolare. Invero, oltre che essere privo di qualsiasi suggestione morale, esso era anche privo di presupposti e di prospettive nella politica e nell'economia. *La soluzione* La funzione dei problemi economici dell'isola era invece da ricercarsi in un rifiorimento dell'antica tradizione autonomistica e nel suo innesto nella nuova realtà dell'Italia mutilata.

In particolare sembrò a più di uno spirito pensoso non solo delle sorti d'Italia ma di quelle della Sicilia che l'isola avesse diritto a una partecipazione più diretta alla soluzione dei suoi problemi che sono in gran parte originali e peculiari alla sua natura, alla sua storia, alla sua economia.

Si ebbe così, qualche giorno prima del referendum che doveva modificare le istituzioni dello Stato, il R.D.L. 15.5.1946 N. 455, col quale si approvava lo Statuto della Regione Siciliana che sarebbe divenuto operante solo dopo essere stato sottoposto alla Assemblea Costituente per il necessario coordinamento con la nuova Costituzione dello Stato. Si giungeva pertanto alla legge costituzionale 26 febbraio 1948 N. 2, con la quale lo Statuto predetto veniva convertito in legge costituzionale, essendosi avuto il 31 gennaio precedente l'approvazione dell'Assemblea Costituente.

Perchè abbiamo fatto queste premesse di storia costituzionale?

Perchè riteniamo sia giusto che appaia in tutta la sua chiarezza che lo Statuto della Regione Siciliana precede cronologicamente la Costituzione della Repubblica. La Repubblica fu infatti proclamata il 10 giugno 1946, la Costituzione della Repubblica,

approvata dall'Assemblea Costituente nella seduta del 22 dicembre 1947, fu promulgata il 9 febbraio 1948. Invece lo Statuto della Regione Siciliana era stato promulgato il 15 maggio 1946.

Un altro aspetto essenzialissimo: lo Statuto della Regione Siciliana fa parte della Costituzione della Repubblica. L'ente Regione, da esso creato, è un ente territoriale fornito di personalità giuridica, ma derivato e non sovrano. Esso pertanto non ha origini in sè stesso, ma nello Stato e nella sua Costituzione.

L'art. 21 dello Statuto della Regione Siciliana assegna al Presidente della Regione la rappresentanza nella Regione del Governo dello Stato. Lo stesso Presidente con rango di Ministro partecipa al Consiglio dei Ministri del Governo della Repubblica con voto deliberativo nelle materie che interessano la Regione.

Regione Siciliana e Stato non sono organi concorrenti. I Siciliani hanno conquistato l'autonomia prima ancora che gli italiani si dessero la Repubblica e la Costituzione, ma la legge che istituisce e regola l'autonomia i siciliani hanno voluto - in concordia con tutti gli altri italiani - divenisse legge della Costituzione della Repubblica non appena essa venne promulgata.

Quali le materie affidate alla competenza esecutiva della Regione? Poiché la conquista dell'autonomia era spoglia di qualsiasi significazione politica, le materie affidate alla potestà legislativa esclusiva della Regione non potevano che essere di natura amministrativa e riguardare quei settori della vita economica e culturale che in Sicilia presentavano peculiari carenze e necessitavano di particolare impulso.

L'art. 14 dello Statuto della Regione Siciliana al comma a) assegna alla Regione anche la potestà sul turismo, la vigilanza alberghiera, la tutela del paesaggio, la conservazione delle antichità e delle opere artistiche.

Questa potestà è da intendersi nel campo legislativo nella misura più lata, potendo l'Assemblea Regionale, ove lo ritenesse opportuno nel territorio della Sicilia, sopprimere enti e istituti creati con legge dello Stato anteriormente alla promulgazione dello Statuto siciliano, e crearne di nuovi, disporre provvidenze e benefici inserendo la relativa spesa sul proprio bilancio, e recepire, eventualmente, leggi dello Stato che dovessero venire promulgate ove riconosca la loro utilità ed efficacia per la Sicilia.

Prima di fare un quadro della struttura attuale del turismo siciliano ed accennare ai particolari problemi turistici dell'isola, sarà bene premettere, per i colleghi stranieri qui presenta, che la Regione non si è avvalsa finora di questa potestà per riforme di carattere strutturale e generale, ma solo per provvedere a particolari e contingenti necessità attraverso provvidenze e benefici che hanno avuto come principale obiettivo la ospitalità.

Non vi è stato pertanto, da parte dell'Assemblea Regionale Siciliana, nessuna preconcepita volontà iconoclasta. Tutt'altro, infatti finché non verrà provveduto diversamente con legge regionale, avrà vigore anche per gli enti turistici, il D.L. 1. luglio 1947 col quale si stabilisce che fino a quando l'Assemblea Regionale e non abbia diversamente disposto, nel territorio della Regione siciliana continui ad applicarsi la legislazione dello Stato in vigore al 25 maggio 1947. Ne consegue che nell'ambito della regione, a distanza di sette anni, continuano a svolgere la loro attività gli Enti Provinciali per il Turismo creati con il D.L. 20 giugno 1935 N. 1425 e le Aziende Autonome di Soggiorno, Cura e Turismo creato col D.L. 15 aprile 1926, N. 763.

Mentre per quanto riguarda gli Enti Provinciali per il Turismo i poteri del Commissariato nazionale del turismo vengono esercitati dall'Assessorato per il Turismo e lo Spettacolo della Regione Siciliana, rimanendo per altro intatte la loro struttura e le loro funzioni, per quanto riguarda le Aziende Autonome di Soggiorno, Cura e Turismo la competenza del Prefetto e della G.P.A. per le rispettive sfere rimane inalterata.

Questa differenza è da ricercare, perdurando la carenza legislativa regionale al riguardo, nella diversa fisionomia dei due tipi di organismo che è ben nota ai colleghi italiani ma che reputo opportuno brevemente accennare ad uso dei colleghi stranieri.

Gli E.P.T. di fatti, che furono scherzosamente chiamati le "prefetture del turismo" all'atto della loro costituzione, avvenute per effetto del R.D.L. 20 giugno 1935, N. 1425, hanno avuto affidato il compito del collegamento permanente fra tutti i comuni, enti, associazioni ed organizzazioni che hanno interesse allo sviluppo turistico della provincia e al coordinamento, nello ambito della provincia, delle Aziende di Cure, Soggiorno e Turismo.

Queste ultime, invece, create, col R.D.L. 15 aprile 1926 N. 765, sono tenute, dopo il riconoscimento da parte del Ministero della qualifica di stazione di cura, soggiorno e di turismo delle località in cui svolgono le loro attività, a provvedere agli affari ed alle opere intese al miglioramento e allo sviluppo delle predette stazioni. Gli uni sono, dunque, organi dello Stato agenti nella circoscrizione della Provincia, le altre sono enti locali agenti nel territorio del Comune, o come di raro si verifica, in più comuni collegati.

Se tutto ciò è pacifico nel territorio dello Stato e non ha trovato finora diverse regolamentazione dopo la cessazione dello Stato Fascista, non può dirsi altrettanto per la Sicilia almeno per il momento dal punto di vista statutario. Infatti l'art. 15 dello Statuto della Regione Siciliana dispone la soppressione nell'ambito della stessa delle circoscrizioni provinciali degli organi ed enti pubblici che ne derivano. Ne consegue quindi la logica possibilità delle soppressioni degli E.P.T. e della loro sostituzione o meno con altri organi aventi diversa circoscrizione territoriale.

Lo stesso art. 15, al secondo comma, stabilisce poi che l'ordinamento degli enti locali si basa nella Regione stessa sui comuni e sui liberi consorzi comunali che debbono venire dotati della ampia autonomia amministrativa e finanziaria. Ne consegue quindi la logica illazione che un futuro assetto della organizzazione turistica siciliana le Aziende, in quanto Enti Locali, debbono venire potenziate nel loro sviluppo, e rese maggiormente autonome nel campo amministrativo e finanziario.

Queste Considerazioni hanno però un valore puramente logico poiché, come è già stato dato detto, la Regione non si è ancora avvalsa della potestà legislativa accordatale dallo Statuto nel campo del turismo. L'Assemblea ha, peraltro, con suo decreto del 25 febbraio 1951 sopprese le Prefetture sostituendole con Procure Regionale, ma la legge, impugnata dal Commissario dello Stato, è stata annullata dall'Alta Corte per la Sicilia.

Ai problemi strutturali ed organizzativi del turismo siciliano, che rimangono aperti, si aggiungono quelli squisitamente economici che caratterizzati dalla acutizzazione che è naturale a tutte le fasi di crescita.

Albergo e comunicazioni sono gli elementi fondamentali dello sviluppo turistico. In Sicilia più che le comunicazioni, l'albergo ha rappresentato un problema, almeno per determinate categorie di esercizi. Più che alla volontà degli uomini la responsabilità va addebitata alle contingenze belliche che provocarono vuoti paurosi nel patrimonio ricettizio che, alla vigilia della guerra, si presentava appena sufficiente, e alla riluttanza da parte degli organi responsabili a cercare soluzioni sulla via delle pianificazioni dei programmi e della statalizzazione e regionalizzazione diretta.

La libertà di iniziativa è stata peraltro sorretta ed incoraggiata dalle provvidenze disposte dalla Cassa del Mezzogiorno. Il piano Marzotto che prevede per la Sicilia la costruzione di un primo lotto di otto alberghi di prima categoria (Jolly hotels) in località che ne erano careiti, rappresenta un contributo, che, ove affiancate da altre, potrà avviare a definizione il problema dell'albergo in Sicilia.

La Sicilia che rappresenta un classico esempio di zona turistica integrale perché non vi si viene se non per visitarla tutta, altrimenti vi si rinuncia, è trapunta da numerose località turistiche che ne rappresentano il tessuto connettivo, e ne giustificano passo per passo l'esistenza storico-artistica-naturale. Dette località, alcune delle quali di rinomanza mondiale, tuttavia ai fini dell'organizzazione strutturale delle zone non acquistano valore se non in quanto anelli di una unica catena. Il problema del collegamento fra le varie località dovrà rispondere alle esigenze superiori della zona, e non indulgere a quelle locali.

Quest'ultimo problema, che può diventare drammatico dal punto di vista degli interessi e dei sentimenti locali, è tutt'altro che ultimo nella scala dei problemi della zona turistica siciliana la quale potrà ripetere la propria fortuna - che, peraltro, per il momento, è rappresentata da confortanti, per non dire addirittura felici, indici della statistica delle presenze dei forestieri - da una saggia e tecnica impostazione unitaria della sua struttura organizzativa.

Allocution du professeur Dr W. Hunziker, Berne,  
=====

président de l'Association internationale d'experts scienti-  
fiques du tourisme, à la cérémonie d'ouverture (19 juin 1954)  
du Cinquième Congrès de l'A.I.E.S.T., à Palerme.

Eccellenze,  
Stimatissimi signori,  
Cari amici e colleghi!

Siamo oggi al quinto congresso annuo dell'Associazione internazionale degli esperti scientifici del turismo. Costatazione molto rallegrante, in quanto ci permette di desumere che nell'organizzazione di tali raduni si è ormai sviluppato e radicato un fattore assai importante, voglio dire l'elemento tradizionale.

E questa tradizione sta fra altro in ciò che, ogni volta, per la cerimonia d'apertura del congresso, si lascia al presidente dell'Associazione il compito onorifico di salutare e ringraziare i partecipanti. Neppure questa volta posso rinunciare al desiderio, anzi al piacere di fare nuovamente uso dei principali idiomi rappresentati nella nostra Associazione. Purtroppo la conoscenza che ho di essi è ancora imperfetta, ma spero che la buona volontà possa rimediare, almeno in parte, alle mie lacune linguistiche. Coloro che ascoltano, vorranno quindi usarmi indulgenza.

Anzitutto confesso che è per me motivo di particolare gioia poter cominciare il mio dire in quell'idioma "gentil sonante e puro" la cui armonia rispecchia le bellezze meravigliose della terra che in questo momento si cortesemente ci accoglie.

Un'altra volta non potemmo resistere agli incanti di questo splendido paese. Infatti, allorchè nel congresso tenuto a Vienna l'anno scorso venne fatta la proposta di riunirci a Palermo per il 1954, tutti si dichiararono unanimi nell'accettarla. L'entusiasmo fu tale che a nessuno passò per il capo il pensiero di abusare dell'ospitalità dei nostri cari amici italiani, i quali, appena due anni prima, cioè nel 1951, dal 28 maggio al 3 giugno, ci avevano sì cortesemente albergati nella città eterna. Come presidente della nostra Associazione, sento il bisogno, anzi l'obbligo di rilevare questo fatto che dev'essere una ragione di più per manifestare a sì generosi ospiti la nostra profonda gratitudine.

Come già dissi dapprincipio, il presidente ha tra altro il compito di salutare e ringraziare a nome dell'Associazione i partecipanti al congresso. Compito per vero non tanto facile, che cercherò tuttavia di adempiere nel miglior modo possibile. In primo luogo trovo doveroso ricordare tutti coloro che hanno partecipato alla preparazione di questo congresso e cooperano ora alla sua attuazione. Impossibile mi sarebbe designarli per nome, sia perchè ne conosco soltanto una parte, come anche perchè in nessun caso vorrei passare sotto silenzio quegli umili collaboratori che, pur non entrando in prima linea, sogliono tuttavia apportare un contributo decisivo alla riuscita d'un congresso. Non posso tuttavia esimermi dall'esprimere la più viva simpatia della nostra Associazione per le Autorità dell'Isola e gli Enti responsabili del turismo in Sicilia. Simpatia dovuta in modo speciale all'Assessorato per il Turismo e lo Spettacolo

C. 10 fondo  
943 cont.

X

26 marzo 1950

della Regione Siciliana, Onorevole D'Angelo, il quale, non ostante i molti e onerosi compiti della sua nobile carica, ha voluto assumersi anche quello di appoggiare con l'opera e col consiglio il nostro odierno congresso. Sacrificio tutt'altro che trascurabile, per cui gli dobbiamo e vogliamo dire la nostra sincera e profonda gratitudine. Mi si permetterà inoltre di rivolgere un cordialissimo benvenuto al caro amico Prof. Gaetano Falzone, il quale pure s'è reso meritevole di tutta la nostra riconoscenza. Come membro della nostra Associazione egli è stato il primo prezioso anello di congiunzione fra essa e la Sicilia. A Lui, soprattutto dobbiamo la formazione di quella, dirò con il poeta, "corrispondenza d'amorosi sensi" che lega ormai la nostra istituzione a questa dolce terra siciliana, così ricca di storia, di civiltà e di poesia.]

Sarebbe inopportuno anzi temerario da parte mia, se volessi ora parlare della Sicilia e del suo turismo. Ciò sarà fatto da persone più competenti e forma d'altronde uno dei principali oggetti dell'insegnamento pratico del presente congresso. A me sia concessa soltanto la soddisfazione di rilevare che la Sicilia ha subito intravista e generosamente compresa la necessità di appoggiare le nostre ricerche nel campo del turismo internazionale, le quali devono conferire una base scientifica alla formazione turistica. E' questa una prova lampante dell'avvedutezza degli uomini ed enti responsabili dell'industria turistica in Sicilia. Proprio qui le loro aspirazioni s'incontrano con i nostri sforzi comuni; donde l'opportunità di precisare meglio gli scopi del nostro sodalizio.

Il carattere e gli scopi dell'Associazione internazionale degli esperti scientifici del turismo si sono schiariti e consolidati sempre più, dopo il primo congresso riunito a Lugano dal 5 al 9 aprile 1949, ossia durante un periodo di cinque anni. Mette perciò conto di ricordare continuamente ciò che la nostra Associazione non è e non vuole essere. Anzitutto essa non è un istituto scientifico. Come tale dovrebbe possedere locali adatti in una sede fissa e un personale stabile formato da esperti scientifici. Ora, nulla di tutto ciò nel sodalizio di cui facciamo parte. La nostra Associazione quindi, non può nè intende promuovere particolari indagini scientifiche sul turismo nè vuole, di conseguenza, emanare pubblicazioni in merito. Essa lascia tale compito ai veri e propri istituti scientifici del turismo, che sono già abbastanza numerose. Lo scopo della nostra Associazione è piuttosto quello di curare e promuovere i contatti personali fra gli esperti del turismo di tutti i paesi, di aiutarli ed incoraggiarli nel loro lavoro, soprattutto mediante discussioni regolari. La nostra Associazione quindi, mira a favorire lo sviluppo scientifico del turismo. Il suo intento più nobile consiste nel riunire le persone maggiormente idonee alla trattazione scientifica dei problemi relativi al turismo per poter, in tal modo, fissare ed allargare le basi personali della scienza turistica nonchè disciplinare quel facile e pericoloso diletterantismo cui tale scienza, ancor molto giovane, è esposta. Ecco perchè la nostra Associazione dev'essere molto severa soprattutto nella scelta dei suoi membri ordinari. Questi, invero, sono di regola formati unicamente da professori d'università e di istituti speciali, poichè soltanto tali scuole possono, col tempo, procurare alla scienza turistica l'importanza ed il riconoscimento che si merita. Uno dei mezzi più importanti ed efficaci della nostra Associazione per stabilire il contatto fra gli esperti scientifici del turismo, sono senza dubbio questi congressi annuali. Essi non solo creano l'ambiente adatto per la discussione di importanti problemi della scienza tu-

ristica, ma procurano pure agli interessati l'occasione di chiarire tali problemi e di scambiarsi utili suggerimenti che ciascuno potrà poi applicare vantaggiosamente nel proprio paese. Così veduta e concepita, la nostra Associazione può considerarsi un prezioso complemento degli istituti turistici propriamente detti. Essa adempie i compiti che questi istituti non devono nè possono assumersi, e corrisponde a quelle società di carattere scientifico che già da lungo esistono ed hanno fatto buona prova in altri campi d'attività. I buoni risultati finora ottenuti ci danno ogni motivo di sperare che l'odierno congresso contribuirà a un ulteriore rafforzamento della nostra Associazione.

\* \* \*

\*

Chers amis et collègues,

J'adresse un souhait d'heureuse bienvenue aux hôtes de notre Congrès et avant tout aux membres de notre Association.

Je dois, à mon plus vif regret, constater l'absence de maints de nos collègues. Les uns ont manqué du temps nécessaire pour faire le déplacement de Palerme; d'autres avaient des engagements impérieux ailleurs. J'espère toutefois fermement les revoir parmi nous une prochaine fois.

Je suis particulièrement heureux que de nombreux membres n'ont pas hésité à procurer à leurs familles le plaisir d'un séjour en Sicile. Je saisis cette occasion pour présenter à celles-ci mes vœux les meilleurs. Puissent-elles se sentir à l'aise ici et garder de même un souvenir aussi agréable qu'inoubliable de notre Congrès!

Je tiens fort à exprimer ma reconnaissance à ceux de nos collègues qui se sont acquis de grands mérites en préparant le Congrès et qui, ces jours prochains, coopéreront aux travaux proprement dits du Congrès, soit en présentant des exposés, soit en prenant part à la discussion. Je n'ai certes pas besoin de les désigner nommément ici; l'occasion s'en présentera encore au cours de nos débats. Je crois néanmoins que tous les congressistes seront unanimes avec moi pour assurer notamment notre collègue, le professeur Angelo Mariotti, de notre sincère gratitude. Il a été pour nous, à tous égards, d'une aide précieuse, voire indispensable. Non seulement il nous a prêté son appui efficace au point de vue organique, mais avant tout il a accompli un travail préparatoire décisif pour la partie scientifique du Congrès. Point n'est besoin que je m'étende sur ce point. Les études de notre collègue sur l'enseignement du tourisme sont en votre possession. Vous serez certainement d'accord avec moi pour constater qu'il a, de la sorte, créé pour nos travaux une base qui ne saurait être meilleure ni plus complète. Par ces excellentes études pour lesquelles il était hautement qualifié, notre pionnier de la science touristique a ajouté un mérite de grande valeur à ceux qu'il s'était déjà acquis dans notre discipline. A ce titre, il a droit à la reconnaissance générale. Je crois superflu de relever spécialement qu'au cours des débats de notre Congrès sur la formation touristique, nous nous appuierons en premier lieu sur les documents présentés par notre collègue Mariotti.

\* \* \*

\*

Mis queridos amigos y colegas españoles:

Que la amistad y la fidelidad forman parte de las muchas y estimables cualidades de su nación lo prueban Ustedes una vez más con su presencia. La comprensión que Ustedes demuestran por nuestras aspiraciones corre parejas con nuestra alegría por su participación. Para nosotros queda corroborada con ello la resolución que tomamos en su día, de celebrar uno de nuestros últimos congresos en Madrid, congreso cuyo recuerdo sigue grabado en nuestra memoria y que señala una etapa importante en nuestras actividades. Gustosamente aprovecho esta ocasión para expresarles de nuevo nuestro agradecimiento por la hospitalidad que nos ofrecieron en aquella ocasión y por haber acudido de nuevo a esta reunión. Estén Ustedes seguros de nuestras más cordiales simpatías y confiamos poder seguir contando con su interés y su colaboración.

\* \* \*

Dear friends and colleagues,

The use of the English language on to-day's occasion has, unfortunately, hardly more than a symbolical significance, since our Anglo-Saxon friends have not been able to attend the Congress. Although the reasons given for their abstention are, all of them, most plausible, we shall, nevertheless be deeply aware of the sensible gap caused by their absence, which you surely all regret as much as I personally do.

\* \* \*

Liebe Freunde und Kollegen,

Den deutschsprachigen Teilnehmern ein herzliches Willkommen und ein Wort des angelegentlichen Dankes für ihr Erscheinen zuzurufen zu dürfen, liegt mir schon deshalb besonders nahe, weil es im Idiom geschehen kann, das ich mit ihnen teile.

Allerdings hatte ich gehofft, sie noch zahlreicher begrüßen zu können. Gerade hier wirkte sich aber die Verschiebung des Kongresses unangenehm aus. Niemand bedauert dies mehr als ich. Es ist in der Tat tief betrüblich, dass wir unter solchen Umständen namentlich auf die Anwesenheit unserer Kollegen Prof. Pfister und Prof. Sauermann verzichten müssen, deren Mitwirkung gerade am hiesigen Kongress besonders wertvoll gewesen wäre.

Was nicht zuletzt deshalb gilt, weil die wissenschaftliche Ausbildung im Tourismus, wie sie hier zur Sprache kommen wird, in den deutschsprachigen Gebieten einen bemerkenswert hohen Stand erreicht hat. Es sind zum nicht geringen Teil die dort bereits in reichem Masse gesammelten Erfahrungen, die eine Wahl des nunmehrigen Kongress-themas rechtfertigten und recht eigentlich ermöglichten. Zwar dürfte noch oft Gelegenheit erwachsen, die touristische Ausbildung, speziell diejenige auf wissenschaftlicher Grundlage, einlässlich zu erörtern. Jedoch hätte sich hiefür andererseits wohl kaum früher in einer Art und Weise Veranlassung geboten, wie es an unserem jetzigen Kongress geschieht. Fehlten dazu doch die Voraussetzungen. Heute sind sie aber

in starkem Masse durch die wissenschaftliche Abklärung des Fremdenverkehrs und dessen Pflege an Hoch- und Fachschulen geschaffen. Die Wahl des Kongressthemas drängte sich deshalb geradezu auf. Wenn darum der gegenwärtige Kongress den in der touristischen Ausbildung künftig zu verfolgenden Weg etwas zu erhellen vermag oder zum mindesten den Anstoss zur intensiven Weiterverfolgung der aufgeworfenen Fragen auf nationalem und internationalem Boden gibt, wird er seinen Zweck nicht verfehlt haben.

\*

\*

\*

Eccellenze,  
Cari amici!

Certo, nell'ambiente di bellezze incomparabili che i nostri amici siciliani ci hanno preparato in questo paese malioso, che il grande Carducci chiamava "l'isola bella", certo - ripeto - non sarà tanto facile concentrare l'attenzione in uno studio approfondito dei compiti che ci attendono. Ma non dobbiamo dimenticare lo scopo del nostro raduno proprio qui nella terra ove greci, romani, arabi e normanni hanno lasciato tracce indelebili e meravigliose della loro civiltà, della loro arte, del loro lavoro. Anche noi siamo venuti qui per lavorare seriamente, coscienziosamente. E solo così facendo, ci mostreremo degni della generosa ospitalità che i nostri cari amici siciliani hanno voluto offrirci.

CENTRO ITALIANO  
PER LA CULTURA TURISTICA

PRESIDENTE

39814

Roma, 4 Luglio 1954

Caro Falzone,

benchè possa sembrare superfluo, desidero esprimerle anche per iscritto la gratitudine dell'A.I.E.S.T. e mia personale per la collaborazione da Lei data alla riuscita del Congresso di Palermo. Non dimenticheremo certamente che Ella è stato il carifeo, a Vienna, del convegno siciliano e siamo lieti che tutto si sia svolto con piena soddisfazione dei partecipanti al Congresso.

Ho riveduto anche con molto piacere il vecchio amico comm. Paternostro, che sono lieto di trovare ancora sulla breccia. Ho letto gli articoli che mi ha mandato e La prego di ricordarmi a lui con l'antica simpatia.

Le mie figliuole - entusiaste della Sicilia e... desiderose di ritornarvi - mi pregano di unire i loro saluti ai miei, pregandola di estenderli alla gentile Signora ed alla prole.

Sempre cordialmente

*Alf. Priolo*

Prof. Dr. Gaetano Falzone  
via Papisardi  
Palermo

PRESSO IL COMMISSARIATO PER IL TURISMO  
ROMA - CORSO V. EMANUELE 116 - PALAZZO VIDONI

TEL. 553.347 - 555.888 - 555.896

Palermo, 23 giugno 1954.

Caro Avv. Girolamo,

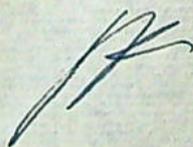
la presentazione che oggi viene fatta in cronaca della mia relazione al Congresso degli Esperti del Turismo é tale che, per la prima volta dopo vent'anni di collaborazione col Giornale, io non possa fare a meno di dolermene.

Non ce l'ho col resocontista D'Angelo che nella leale chiarificazione che ho voluto avere subito con lui non ha potuto fare a meno di darmi ragione e scusarsi.

Le sarò pertanto grato se vorrà ospitare la alligata lettera e disporre che la pubblicazione non avvenga domani 24, ma dopo, cioè il successivo giorno 25, quando i congressisti non saranno più in Sicilia.

Partirò infatti domani con essi per Taormine dove i lavori si concluderanno.

La ringrazio e La prego accogliere i miei più cordiali saluti.



La relazione è integralmente contenuta  
in "fig. inv. da me lasciatale personalmente  
ed essa è stata parzialmente pubblicata da  
S. G. S. sabato 19.

anche quell. d. arguments Tur. H. Co.

Voglio caro direttore rendere pubbliche queste  
mie protestazioni: ed accettare, in un articolo  
autentico, solo

Palermo, 23 giugno 1954.

Avv. GIROLAMO ARDIZZONE

Direttore del "Giornale di Sicilia"

Palermo

Caro direttore,

sul quotidiano del 23 u.s., nel resoconto dei lavori del Congresso Internazionale degli Esperti del Turismo del giorno precedente, si legge in cronaca che il Prof. Falzone avrebbe "dato lettura di una sua relazione sulla struttura turistica siciliana esponendo sue personali considerazioni critiche in proposito".

Le prego, nella Sue gentilezza, consentirmi di precisare:

a) che la relazione da me letta non è solo una mia relazione, ma è la relazione ufficiale ~~dal~~ al Congresso sull'argomento e che essa è stata svolta dal relatore designato dalla Presidenza dell'Associazione Internazionale nel giorno per cui era stata calendarata, dopo essere stata tempestivamente distribuita, ed è stata accettata alla unanimità.

b) che essa non si proponeva, e tanto meno contiene, considerazioni critiche, neppure personali, sulla struttura turistica siciliana, e ciò per un ovvio motivo di buon gusto, trattandosi di relazione svolta in Sicilia da un siciliano su cose siciliane di fronte a un uditorio straniero.

A lavori congressuali ultimati, e mentre gli stranieri rientrano in sede, mi sia lecito aggiungere che se critiche ho da rivolgere - e <sup>ho dato prova</sup> ~~che~~ - alla struttura turistica siciliana non mi mancano le tribune adatte per poterlo fare, potendosi fra esse annoverare in primo luogo il "Giornale di Sicilia" che da più di vent'anni accetta i miei scritti, ed ha in particolare accolti, con spirito di indipendenza e di obiettività che lo onora,

## STRUTTURA E PROBLEMI DEL TURISMO SICILIANO

( Comunicazione del Prof. Gaetano Falzone della Università  
di PALERMO )

Per una chiara intelligenza della originale fisionomia della organizzazione turistica siciliana si rende necessaria qualche premessa storica e giuridica sulla struttura autonomistica dell'Isola.

La Sicilia, pure essendo geograficamente, linguisticamente, etnograficamente italiana, ha avuto uno svolgimento storico proprio. Essa ha subito un processo formativo particolare onde non ingiustamente si è potuto parlare nel Medio Evo di una nazione siciliana. Per altro, nel secolo scorso, manifestandosi particolare insofferenza al dominio borbonico, la Sicilia cercò di sciogliere i nodi che la legavano economicamente e politicamente a Napoli, dando vita a un movimento autonomistico che trovò i suoi più qualificati esponenti nell'economista Francesco Ferrara e nel letterato ed uomo politico Francesco Perez.

E' probabile che l'aspirazione autonomistica dell'isola, fondata sopra tutto su considerazioni di carattere economico, non si sarebbe attuata così relativamente presto se non ci fosse stata la guerra ad accelerare il processo delle coscienze e rendere improrogabili i problemi del vivere concreto. Errerebbe chi pensasse che il fenomeno separatista delineatosi in Sicilia subito dopo la seconda guerra mondiale, mentre l'isola veniva occupata dalle forze anglo- americane, avesse radici nella profonda anima popolare. Invero, oltre che essere privo di qualsiasi suggestione morale, esso era anche privo di presupposti e di prospettive nella politica e nell'economia.

*Soluzione*  
La ~~causa~~ dei problemi economici dell'isola era invece da ricercarsi in un rifiorimento dell'antica tradizione autonomistica e nel suo innesto nella nuova realtà dell'Italia mutilata.

In particolare sembrò a più di uno spirito pensoso non solo delle sorti d'Italia ma di quelle della Sicilia che l'isola avesse diritto a una partecipazione più diretta alla soluzione dei suoi problemi che sono in gran parte originali e peculiari alla sua natura, alla sua storia, alla sua econo-

nia.

si ebbe così, qualche giorno prima del referendum che doveva modificare le istituzioni dello Stato, il R.D.L. 15.5.1946 N.455, col quale si approvava lo Statuto della Regione Siciliana che sarebbe divenuto operante solo dopo essere stato sottoposto alla Assemblea Costituente per il necessario coordinamento con la nuova Costituzione dello Stato. Si giungeva pertanto alla legge costituzionale 26 febbraio 1948 N.2, con la quale lo Statuto precedente veniva convertito in legge costituzionale, essendosi avuto il 31 gennaio precedente l'approvazione dell'Assemblea Costituente.

Perchè abbiamo fatto queste premesse di storia costituzionale ?

Perchè riteniamo sia giusto che appaia in tutta la sua chiarezza che lo Statuto della Regione Siciliana precede cronologicamente la Costituzione della Repubblica. La Repubblica fu infatti proclamata il 10 giugno 1946, la Costituzione della Repubblica, approvata dall'Assemblea Costituente nella seduta del 22 dicembre 1947, fu promulgata il 9 febbraio 1948. Invece lo Statuto della Regione Siciliana era stato promulgato il 15 maggio 1946.

Un altro aspetto essenzialissimo: lo Statuto della Regione Siciliana fa parte della Costituzione della Repubblica. L'ente Regione, da esso creato, è un ente territoriale fornito di personalità giuridica, ma derivato e non sovrano. Esso pertanto non ha origini in sé stesso, ma nello Stato e nella sua Costituzione.

L'art. 21 dello Statuto della Regione Siciliana assegna al Presidente della Regione la rappresentanza nella Regione del Governo dello Stato. Lo stesso Presidente con rango di Ministro partecipa al Consiglio dei Ministri del Governo della Repubblica con voto deliberativo nelle materie che interessano la Regione.

Regione Siciliana e Stato non sono organi concorrenti. I Siciliani hanno conquistato l'autonomia prima ancora che gli italiani si dessero la Repubblica e la Costituzione, ma la legge che istituisce e regola l'autonomia i siciliani hanno voluto - in concordia con tutti gli altri italiani - divenisse legge della Costituzione della Repubblica non appena essa venne promulgata.

Quali le materie affidate alla competenza esecutiva della Regione? Poiché la conquista dell'autonomia era spoglia di qualsiasi significazione politica, le materie affidate alla potestà legislativa esclusiva della Regione non potevano che essere di natura amministrativa e riguardare quei settori della vita economica e culturale che in Sicilia presentavano peculiari carenze e necessitavano di particolare impulso.

L'art.14 dello Statuto della Regione Siciliana al comma a) assegna alla Regione anche la potestà sul turismo, la vigilanza alberghiera, la tutela del paesaggio, la conservazione delle antichità e delle opere artistiche.

Questa potestà è da intendersi nel campo legislativo nella misura più lata, potendo l'Assemblea Regionale, ove lo ritenesse opportuno nel territorio della Sicilia, sopprimere enti e istituti creati con legge dello Stato anteriormente alla promulgazione dello Statuto siciliano, e crearne di nuovi, disporre provvidenze e benefici inserendo la relativa spesa sul proprio bilancio, e recepire, eventualmente, leggi dello Stato che dovessero venire promulgate ove riconosca la loro utilità ed efficacia per la Sicilia.

Prima di fare un quadro della struttura attuale del turismo siciliano ed accennare ai particolari problemi turistici dell'isola, sarà bene premettere, per i colleghi stranieri qui presenti, che la Regione non si è avvalsa finora di questa potestà per riforme di carattere strutturale e generale, ma solo per provvedere a particolari e contingenti necessità attraverso provvidenze e benefici che hanno avuto come principale obiettivo la ospitalità.

Non vi è stato pertanto, ~~dalla~~ parte dell'Assemblea Regionale Siciliana, nessuna preconcetta volontà iconoclasta. Tutt'altro, Infatti finché non verrà provveduto diversamente con legge regionale, avrà vigore anche per gli enti turistici, il D.L. 4 luglio 1947 col quale si stabilisce che fino a quando l'Assemblea Regionale e non abbia diversamente disposto, nel territorio della Regione siciliana continui ad applicarsi la legislazione dello Stato in vigore al 25 maggio 1947. Ne consegue che nell'ambito della regione, a distanza di sette anni, continuano a svolgere la loro attività gli Enti Provinciali per il Turismo creati con il D.L. 20 giugno 1935 N.1425 e le Aziende Autonome di Soggiorno, Cura e Turismo create col D.L. 15 aprile 1926, N.763.

Mentre per quanto riguarda gli Enti Provinciali per il Turismo i poteri del Commissariato nazionale del turismo vengono esercitati dall'Assessorato per il Turismo e lo Spettacolo della Regione Siciliana, rimanendo per altro

intatte la loro struttura e le loro funzioni, per quanto riguarda le Aziende Autonome di Soggiorno, Cura e Turismo la competenza del Prefetto e della G.P.A. per le rispettive sfere rimam inalterata.

Questa differenza é da ricercare, perdurando la carenza legislativa regionale al riguardo, nella diversa ~~g~~isonomia dei due tipi di organismo che é ben nota ai colleghi italiani ma che reputo opportuno brevemente accennare ad uso dei colleghi stranieri.

Gli E.P.T. di fatti, che furono scherzosamente chiamati le "prefetture del turismo" all'atto della loro costituzione, avvenute per effetto del R.D.L. 20 giugno 1935, N.1425, hanno avuto affidato il compito del collegamento permanentemente fra tutti i comuni, enti, associazioni ed organizzazioni che hanno interesse allo sviluppo turistico della provincia e al coordinamento, nello ambito della provincia, delle Aziende di Cura, Soggiorno e Turismo.

Queste ultime, invece, create, col R.D.L. 15 aprile 1926 N.765, sono tenute, dopo il riconoscimento da parte del Ministero della qualifica di stazione di cura, soggiorno e di turismo delle località in cui svolgono le loro attività, e provvedere agli affari ed alle opere intese al miglioramento e allo sviluppo delle predette stazioni. Gli uni sono, dunque, organi dello Stato agenti nella circoscrizione della Provincia, le altre sono enti locali agenti nel territorio del Comune; o come di raro si verifica, in più comuni collegati.

Se tutto ciò é pacifico nel territorio dello Stato e non ha trovato finora diverse regolamentazione dopo la cessazione dello Stato Fascista, non può dirsi altrettanto per la Sicilia almeno per il momento dal punto di vista statutario. Infatti l'art. 15 dello Statuto della Regione Siciliana dispone la soppressione nell'ambito della stessa delle circoscrizioni provinciali degli organi ed entità pubbliche che ne derivano. Ne consegue quindi la logica possibilità delle soppressioni degli E.P.T. e della loro sostituzione o meno con altri organi aventi diversa circoscrizione territoriale.

Lo stesso art. 15, al secondo comma, stabilisce poi che l'ordinamento degli enti locali si basa nella Regione stessa sui comuni e sui liberi sorzi comunali che debbono venire dotati della ampia autonomia amministrativa e finanziaria. Ne consegue quindi la logica illazione che un futuro assetto della organizzazione turistica siciliana le Aziende, in quanto Enti Locali, debbono venire potenziate nel loro sviluppo, e rese maggiormente autonome nel

nel campo amministrativo e finanziario.

Queste considerazioni hanno però un valore puramente logico poiché, come è già stato detto, la Regione non si è ancora avvalsa della potestà legislativa accordatale dallo Statuto nel campo del turismo. L'Assemblea ha, peraltro, con suo decreto del 25 febbraio 1951 sopresse le Prefetture sostituendole con Procure Regionale, ma la legge, impugnata dal Commissario dello Stato, è stata annullata dall'Alta Corte per la Sicilia.

oooooooooooo  
oooooooooooo

Ai problemi strutturali ed organizzativi del turismo siciliano, che rimangono aperti, si aggiungono quelli squisitamente economici che caratterizzati dalla acutizzazione che è naturale a tutte le fasi di crescita.

Albergo e comunicazioni sono gli elementi fondamentali dello sviluppo turistico. In Sicilia più che le comunicazioni, l'albergo ha rappresentato un problema, almeno per determinate categorie di esercizi. Più che alla volontà degli uomini la responsabilità va addebitata alle contingenze belliche che provocarono vuoti paurosi nel patrimonio ricettizio che, alla vigilia della guerra, si presentava appena sufficiente, e alla riluttanza da parte degli organi responsabili a cercare soluzioni sulla via delle pianificazioni dei programmi e della statalizzazione e regionalizzazione diretta.

La libertà di iniziativa è stata peraltro sorretta ed incoraggiata dalle provvidenze disposte dalla Cassa del Mezzogiorno? Il piano Marzotto che prevede per la Sicilia la costruzione di un primo lotto di otto alberghi di prima categoria (Jolly hotels) in località che ne erano carenti, rappresenta un contributo, che, ove affincate da altri, potrà avviare a definizione il problema dell'albergo in Sicilia.

La Sicilia che rappresenta un classico esempio di zona turistica integrale perché non vi si viene se non per visitarla tutta, altrimenti vi si rinuncia, è trapiantata da numerose località turistiche che ne rappresentano il tessuto connettivo, e ne giustificano passo per passo l'esistenza storico-artistica-naturale. Dette località, alcune delle quali di rinomanza mondiale, tuttavia ai fini dell'organizzazione strutturale della zona non acquistano

valore se non in quanto anelli di una unica catena. Il problema del collegamento fra le varie località dovrà rispondere alle esigenze superiori della zona, e non indulgere a quelle locali.

Quest'ultimo problema, che può diventare drammatico dal punto di vista degli interessi e dei sentimenti locali, è tutt'altro che ultimo sulla scala dei problemi della zona turistica siciliana la quale potrà ripetere la propria fortuna - che, peraltro, per il momento, è rappresentata da confortanti per non dire addirittura felici, indici della statistica delle presenze dei forestieri - da una saggia e tecnica impostazione unitaria della sua struttura organizzativa.